

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES SOCIÉTÉS
D'ASSURANCES MUTUELLES
AGRICOLLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 5 novembre 1912, à 8 heures 1/2

PAR

J. DURAND

Président : M. HITIER, professeur.
Suffragants : { MM. FAURE, professeur.
TRUCHY, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551418_0071

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES SOCIÉTÉS
D'ASSURANCES MUTUELLES
AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 5 novembre 1912, à 8 heures 1/2

PAR

J. DURAND

Président : M. HITIER, professeur.

Suffragants : { *MM. FAURE, professeur.*
TRUCHY, professeur.



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1912

LES SOCIÉTÉS
D'ASSURANCES MUTUELLES
AGRICOLES

INTRODUCTION

La France est un pays essentiellement agricole, de tout temps la charrue fut pour le français le principal instrument de richesse et de civilisation. Mais de nos jours les campagnes se dépeuplent, la terre se meurt, le travailleur des champs se rend aveuglément vers la ville où il va grossir le nombre des mécontents et des désabusés.

Les résultats de ce mouvement qui pousse le campagnard à abandonner la ferme pour la ville sont désastreux au point de vue de la santé publique et de l'ordre social, mais les raisons de cet exode sont nombreuses. Nous ne nous proposons pas de les rechercher ici et nous nous contenterons de citer comme l'une des principales la situation précaire dans laquelle se trouve placé l'agriculteur ; exposé

aux nombreux événements malheureux qui nous menacent chaque jour, il est encore tributaire des phénomènes atmosphériques.

Il a travaillé pendant de longs jours, il n'a rien négligé pour bien préparer ses champs ou sa vigne, il semble récompensé de ses efforts car la récolte a bonne apparence, il est sur le point d'en recueillir les fruits et brusquement la grêle ou la gelée vont réduire à néant tout son espoir, lui faire perdre en un instant le produit de son travail sur lequel il était en droit de compter. Un accident peut le priver lui-même longtemps de travail et alors la ferme mal dirigée par des étrangers va périliter.

L'exploitation la mieux tenue et à plus forte raison l'étable du fermier, l'écurie du petit cultivateur sont sans cesse exposées à l'aléa de la maladie, des accidents ou des épizooties. Dans les pays de petite culture, la disparition d'un animal suffit parfois à mettre le cultivateur dans la misère. Souvent la vache du paysan constitue toute sa fortune et elle est à la merci d'un événement malheureux.

Si dans une certaine mesure la prévoyance humaine peut conjurer la maladie chez les animaux et l'incendie il semble qu'elle soit absolument impuissante contre les perturbations atmosphériques et leurs conséquences, néanmoins il faut chercher à compenser ces événements malheureux, il faut venir en aide le plus possible aux travailleurs des champs.

Ce but, on le poursuit depuis longtemps déjà et sous l'ancienne monarchie nous pouvons voir des ministres comme Sully, Colbert, Chamillard et Turgot chercher par des dégrèvements d'impôts, par des subventions sinon à compenser, du moins à atténuer dans la mesure du possible les désastres causés à l'agriculture par les épizooties ou par l'inondation.

Ce mouvement ne s'est pas ralenti ensuite, et de 1793 à l'époque actuelle toute une série de lois va apparaître, qui poursuivront le même résultat.

En 1793 on décide que tous les agriculteurs qui auraient eu à souffrir des intempéries des saisons pourront être secourus à condition toutefois de rentrer dans un certain nombre de catégories établies suivant l'importance du revenu.

En l'an V, c'est une loi qui veut que les centimes de la contribution foncière forment une masse commune destinée aux indemnités et décharges dues aux cantons dévastés par la guerre, la grêle, les incendies ou les autres accidents à concurrence de 15/36. Le chiffre annuel des indemnités est tout d'abord, en prairial an V porté à 2 millions, somme insuffisante puisque en vendémiaire an VII le chiffre des secours pour la grêle, l'incendie, l'inondation ou les épizooties est élevé à 4 millions.

La loi de finances de 1819 inscrit au budget une somme de 2 millions « pour secours en cas de grêle

ou d'incendie. » Le crédit était formé par un centime additionnel spécial au montant de la contribution foncière personnelle et mobilière.

Le chiffre des secours officiels a été successivement de 6, 5, 4 % des pertes subies et après 1880 il semble s'être fixé définitivement à 5 %. Néanmoins à partir de 1893 le Parlement ayant supprimé du budget les ressources spéciales ou figuraient les crédits le gouvernement se trouve maintenant obligé chaque année de demander aux Chambres les sommes nécessaires au soulagement des calamités les plus intenses.

On ne peut certes pas contester que cette allocation de secours, ces sommes ainsi distribuées ont reflété des intentions excellentes, un grand désir de bien faire, mais que peuvent ces 2 ou 4 millions en présence des pertes causées annuellement à l'agriculture par les différents événements malheureux et qu'on évolue à 38.500.000. On voit tout de suite combien ces mesures sont inefficaces en face des maux auxquels elles ont pour but de remédier.

Une indemnité de 5 ou 6 % est octroyée au cultivateur, c'est donc pour lui une perte sèche de 94 ou 95 %. Et encore nous pouvons déclarer que ce léger secours ne va apporter aucun soulagement au sinistré. Il ne le touchera qu'après de longues formalités et lorsqu'enfin il l'aura obtenu le besoin ne s'en fera plus guère sentir pour lui, car il ne

pourra reconstituer immédiatement la valeur perdue.

Il semble donc et nous le verrons plus loin que ces secours qui sont une charge très lourde pour notre budget ne peuvent apporter et en fait n'apportent aucun soulagement réel.

Ce ne sont là que des mesures tout à fait exceptionnelles auxquelles on ne peut recourir que dans les cas d'une extrême gravité. Il faut donc rechercher ailleurs un remède au mal.

Le meilleur palliatif aux maux dont souffre l'agriculture soit qu'il s'agisse des pertes résultant des intempéries, soit des maladies épizootiques ou de tout autre événement calamiteux est sans contredit l'assurance.

C'est une idée relativement récente que celle de la compensation des risques ou des effets du hasard. Quoique ce soit au xvi^e siècle que l'on ait vu apparaître la première application de l'assurance maritime, ce n'est qu'au xviii^e que ce principe fut inauguré en Angleterre pour l'assurance terrestre contre l'incendie et ce n'est que bien plus tard qu'il passa en France.

Les assurances agricoles, qui ont particulièrement pour objet de garantir les propriétés rurales ou leurs produits des suites des phénomènes atmosphériques : grêle, gelée ou inondation, ou d'indemniser les propriétaires des maladies survenues à leurs bestiaux et

des accidents corporels dont ils peuvent être victimes sont plus récentes encore.

Suivant son mode de fonctionnement, on peut concevoir deux sortes d'assurance :

A. — *L'assurance à prime fixe.*

B. — *L'assurance mutuelle.*

Dans la première, l'assurance à prime fixe, l'assureur perçoit périodiquement une certaine somme d'argent moyennant laquelle il s'engage à couvrir l'assuré contre les conséquences dommageables du sinistre prévu par le contrat.

L'obligation de l'assuré est fixe, en ce qu'il ne saurait se prévaloir des conséquences heureuses qui peuvent se produire pour demander une diminution de prime. Le capital réalisé par l'assureur fut-il suffisant pour couvrir tous les risques dont il répond actuellement, l'assuré ne saurait être pour cela dispensé d'exécuter les conditions du contrat sous peine de perdre tout le bénéfice de son assurance. L'assuré fait le sacrifice d'une certaine somme à forfait.

L'assureur d'autre part sera tenu de répondre indéfiniment des risques assurés, et ce peut être pour lui, à certains moments une charge très lourde, le taux de l'assurance doit donc être assez élevé pour couvrir la perte probable et aussi pour couvrir les bénéfices qui dédommagent des avances et des risques courus.

Dans l'assurance à prime fixe nous avons deux

personnes absolument distinctes, assuré d'une part et assureur d'autre part, deux rôles absolument séparés, tandis que dans l'assurance mutuelle ils sont réunis : l'assureur est en même temps assuré.

L'assurance mutuelle est formée par la réunion de propriétaires qui mettent en commun leurs risques et qui s'obligent à supporter proportionnellement à leur intérêt respectif le préjudice dont l'un d'eux pourra être atteint.

Ici, plus de somme fixe à payer, la cotisation mise à la charge de chaque assuré va varier suivant le nombre et l'importance des sinistres, il n'y a plus d'entreprise, plus de bénéfices, plus de capital à rémunérer, chacun ne cherche que la juste indemnité de la perte éprouvée.

Mais, si l'assurance mutuelle présente des avantages en ce que s'il n'y a aucun sinistre il n'y aura aucune prime à verser, elle peut dans le cas contraire présenter de gros inconvénients et comme l'on ne connaîtra qu'en fin de gestion les risques encourus, on pourra être obligé de faire de nouveaux appels de fonds.

C'est cette incertitude qui a pendant longtemps éloigné les paysans de ce mode d'assurance, ils préféreraient savoir dès qu'ils s'engageaient les sommes qu'ils auraient à verser. Aussi pour leur donner plus de confiance en est-on arrivé à un système mixte. On a donné une certaine fixité à la cotisation, mais ce

qui va devenir variable, c'est l'indemnité, et nous avons le système des sociétés à maximum de cotisations qui se différencie en ce que l'engagement est limité, tout comme dans la société à prime fixe, mais la cotisation cependant n'est pas fixe pour cela, elle varie entre un minimum et un maximum qui ne peut être dépassé.

Ce n'est qu'à la fin du xix^e siècle que les idées mutualistes ont commencé à pénétrer dans les campagnes et ce n'est qu'à partir de cette époque que l'on voit éclore les sociétés d'assurances mutuelles agricoles dont nous allons nous occuper et qui, par la répartition qu'elles font des risques entre tous les adhérents les rend pour ainsi dire insensibles à celui qui les a subis.

Outre les avantages d'ordre moral ou social qu'elles présentent, ces sociétés offrent encore des avantages techniques qui les font préférer aux grandes compagnies commerciales. Le formalisme est réduit au strict minimum, elles groupent entre eux des habitants d'un territoire restreint, d'un canton ou d'une commune et ceux-ci ont sous les yeux à chaque instant le fonctionnement de la société. L'économie qu'elles vont réaliser sur les compagnies commerciales sera considérable, car elles n'auront point de frais généraux, leur administration sera gratuite, elles n'auront pas de capital à rémunérer. Elles permettront aussi de lutter plus facilement contre les

risques, chacun en effet fera son possible pour diminuer ceux-ci car il saura que ce risque se répartit entre tous.

En échange de tous ces avantages le paysan n'aura qu'à verser une prime, généralement assez peu élevée, moyennant quoi, en cas de perte il touchera une indemnité. Ce ne sera plus un secours, une aumône, mais une compensation, un remboursement de la perte.

Malgré son origine récente, la mutualité agricole commenee à produire d'heureux résultats. Autrefois, penché sur son guéret, l'agriculteur était isolé, il a compris maintenant que son isolement faisait sa faiblesse, peu à peu il s'est rapproché de son voisin et il a eu conscience des avantages considérables des associations mutuelles qui tout en respectant l'individualisme de chacun élèvent l'énergie humaine à sa plus haute puissance.

C'est en fondant partout des groupements mutualistes : coopératives de production, de transformation ; des sociétés de secours mutuels, d'assurance contre la maladie du bétail, l'incendie ou les accidents, des syndicats et des sociétés de crédit que l'on rendra incontestablement la vie à la campagne plus facile.

CHAPITRE PREMIER

Historique

On a pensé voir dans les hétaires grecques les guildes des Germains ou les Confréries du moyen âge, les origines des sociétés d'assurances mutuelles agricoles, mais nous pouvons dire que ce furent plutôt les aïeules des sociétés de secours mutuels, elles donnaient une aumône et non pas une indemnité.

L'origine des sociétés mutuelles d'assurances est bien plus récente, elle remonte au début du xix^e siècle et le véritable fondateur, le promoteur du mouvement fut Pierre-Bernard Barrau qui à Toulouse le 24 Pluviôse an X, créa une « société d'assurances réciproques pour les récoltes en issues et grains contre les ravages de la grêle ».

La société étendait son action aux départements de la Haute-Garonne, du Gers, du Tarn, de l'Ariège, du Lot, du Lot-et-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

La cotisation était fixée à 3 % par an de la valeur assurée sans toutefois pouvoir être inférieure à 30 francs. C'était l'assuré qui fixait lui-même le prix de ses récoltes par une estimation déterminée à

l'avance par l'assemblée générale des membres.

Un sinistre survenait-il, deux experts nommés par une commission administrative en déterminaient la consistance. Si la grêle avait détruit moins de 1/10 de la récolte, il n'était dû aucune indemnité. Après règlement des sinistres le restant en caisse était distribué entre tous les membres au marc le franc. Il n'était constitué aucun fonds de réserve et si nul sinistre n'était survenu les primes étaient intégralement rendues.

Dans de telles conditions le fonctionnement de la caisse était bien difficile, cependant ses débuts furent assez satisfaisants et en 1803 on lui adjoignit un système de garantie contre les épizooties ; mais l'entreprise ne tarda pas à périlcliter, les orages de 1805 et 1806 ruinèrent la société.

Elle fut mise en liquidation et celle-ci fut du reste rendue obligatoire par un arrêt du Conseil d'État du 30 septembre 1809 qui décida que toute société d'assurances doit être autorisée par le Gouvernement et celui-ci refusa son autorisation à la société mutuelle de Toulouse.

Le régime d'autorisation gouvernementale dura jusqu'à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés (1) et

1. 1^o Avis du Conseil d'État du 15 octobre 1819 : les compagnies intéressant l'ordre public ne peuvent exister qu'avec l'autorisation du roi.

2^o Art. 37 de l'ordonnance du 31 janvier 1841 : « La société ano-

néanmoins jusqu'à cette date on voit naître de nombreuses sociétés d'assurances agricoles : en 1831 c'est une société contre la grêle à Laon, 1838 contre la mortalité du bétail à Coulommiers, en 1854 apparaissent les Cotises des Landes, en 1855 la société du Laugon en Vendée fondée avec des statuts votés par les adhérents et qui possédait un livre contenant les noms des sociétaires, livre qui était coté et paraphé par le président du Tribunal de Commerce de Fontenay-le-Comte.

Ces associations se multiplièrent sans que jamais on n'y prêté attention, sans que l'on s'inquiéta de savoir sous l'empire de quelle législation elles fonctionnaient. Elles vivaient, elles rendaient des services, c'était tout ce qu'on exigeait d'elles.

Mais une des sociétés de ce genre qui voulait se constituer, une société contre la mortalité du bétail, eut la malencontreuse idée de soumettre ses statuts à l'autorité compétente, (c'était en 1869) et celle-ci crut devoir décider que les sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail devaient être régies par la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés et spécialement par le Titre II du décret du 22 janvier

nyme ne peut exister qu'avec l'autorisation du roi et avec son approbation pour l'acte qui la constitue. Cette approbation doit être donnée dans la forme prescrite par les règlements d'administration publique.

1868 portant réglementation d'administration publique pour les sociétés d'assurances mutuelles.

Avec cette Jurisprudence toutes les sociétés qui ne s'étaient pas conformées aux prescriptions de la loi se trouvaient constituées illégalement. C'était décréter la mort de cette institution.

Le décret de 1868, en effet, ne pouvait songer à l'assurance mortalité du bétail dont il n'était point encore question, il n'avait pour objectif que les grandes sociétés mutuelles d'assurances contre l'incendie, la grêle ou les accidents, et il entourait leur création et leur fonctionnement des formalités nombreuses.

Les sociétés, en effet, ne peuvent se former que par acte authentique ou sous seing privé fait en double exemplaire, les statuts doivent indiquer l'objet, durée, circonscription territoriale de la société, mais de plus, ils doivent classer les risques, indiquer les tarifs applicables à chacun, ils exigent qu'un nombre minimum d'adhérents et un minimum de valeurs assurées soient réunis pour que la société puisse se constituer valablement.

Ces conditions une fois remplies les signataires le constatent par devant un notaire dans une déclaration, puis ils se réunissent et nomment les membres du premier conseil d'administration et les commissaires pour la première année.

Une assemblée générale des membres doit être

tenue tous les ans, un minimum de valeurs est nécessaire pour être admis à l'assemblée, de même qu'un minimum d'adhérents est nécessaire pour qu'elle puisse délibérer.

Un état sommaire de la situation active et passive de la société doit être dressé chaque semestre ; enfin des avis dans les journaux font connaître les tenues d'assemblées ; les commissaires doivent à certaines époques faire un rapport...

Aucune des petites sociétés, si intéressantes cependant, dont nous avons à nous occuper et qui rendent de si grands services à notre agriculture, n'aurait pu résister à une telle accumulation de formalités coûteuses et inutiles.

Malgré ces difficultés les sociétés continuèrent à se former, mais sans se soumettre à aucun régime légal. Quoique restant en marge de la loi on voit un assez grand nombre de mutuelles se constituer c'est ainsi que dans le département de la Vendée où la première société fut créée à Pouillé en 1872 il existait en 1880 douze sociétés dont deux dans l'arrondissement de La Roche-sur-Yon, huit dans celui de Fontenay-le-Comte et deux dans celui des Sables-d'Olonne.

C'est alors qu'apparut la loi du 21 mars 1884 relative à la constitution des syndicats professionnels et l'on pensa immédiatement que, si les caisses d'assurances mutuelles ne pouvaient que difficilement être

régies par la loi de 1867 et le décret de 1868, elles pouvaient se placer sous les dispositions de cette loi.

La loi sur les syndicats professionnels en effet dans son article 6 autorise entre ses membres la création de secours mutuels. La solution paraissait donc simple : pour qu'une société d'assurance mutuelle agricole puisse se constituer il fallait qu'elle se formât tout d'abord en syndicat professionnel, puis que ses membres fissent ensuite une société de secours mutuels, une société d'assurance.

C'était évidemment un progrès mais est-il possible de recourir à ce procédé, le moyen préconisé est-il légal? Les avis sur ce point furent partagés (1). Une première opinion émise par M. Lyon-Caen refuse aux membres des syndicats la faculté de former des sociétés d'assurances, mais conclue que si cependant ils le font, il n'y a pas un grand inconvénient :

« Les membres des syndicats agricoles, dit-il, ne peuvent former entre eux une association contre la mortalité du bétail qu'à la charge de se soumettre au décret du 22 janvier 1868 sur les associations de cette nature. Rien dans la loi du 21 mars 1884 n'indique que les syndicats pourront sans se soumettre aux règles ordinaires faire des assurances mutuelles, et dans les travaux préparatoires de cette loi il n'a pas été question de leur donner cette faculté. Elle ne

1. Rocquigny. L'assurance mutuelle du bétail.

se comprendrait du reste pas. Si le législateur a tenu à ce que les associations d'assurances mutuelles soient réglementées, c'est qu'il a trouvé qu'en cette matière la liberté offre des dangers. Ces dangers n'existent-ils donc pas par cela seul que les mutualistes sont des syndiqués? Les auteurs de la loi de 1884 ont si bien entendu réserver l'application des règles du droit commun aux syndicats se livrant à des opérations pour lesquelles nos lois constituent une réglementation que pour les sociétés de secours mutuels ils ont créé une disposition spéciale dans la loi afin que les syndiqués puissent sans autorisation créer entre eux des sociétés de cette nature. Le syndicat peut seulement en rapprochant les syndiqués faciliter la formation du genre des mutuelles bétail. »

Cependant ajoute M. Lyon-Caen « si les membres des syndicats professionnels forment entre eux des assurances mutuelles, le risque n'est pas bien grand. Les syndicats font souvent des opérations qu'ils n'ont pas en droit faculté de faire, mais personne ne songe à les tourmenter pour cela, au contraire, on les encourage à agir ainsi ».

L'opinion de M. Waldeck Rousseau sur le même point fut toute autre ainsi qu'il en résulte de la consultation qui lui fut demandée par M. de Rocquigny.

« C'est dans l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 qu'il faut chercher quels actes sont d'une façon générale permis aux syndicats. Ici la capacité est limitée

non par une énumération des actes, mais par leur caractère et leur nature. Il faut et il suffit qu'ils aient un caractère d'intérêt professionnel commun aux adhérents du syndicat.

« Que ce soit un intérêt touchant à la profession agricole que d'atténuer les risques de la mortalité bétail ce n'est pas douteux. Que ce soit un intérêt commun à tous les membres du syndicat, ce n'est pas contestable. Le fait par les membres d'un syndicat de s'organiser en vue de se garantir mutuellement contre un événement qui menace la profession rentre certainement dans l'ordre des faits assignés aux syndicats par la loi.

« La loi de 1884 est à vrai dire une loi d'exception, elle permet de former aux conditions qu'elle précise des associations en vue d'objets déterminés. L'assurance rentrant dans ces objets, ce serait détruire la loi de 1884 que de soutenir qu'elle ne se suffit pas à elle-même. Il faut ajouter enfin que les associations que nous envisageons se distinguent par un point essentiel des associations de droit commun en fait d'assurances mutuelles. Elles ne peuvent se former qu'entre personnes exerçant la même profession. C'est assez dire qu'elles échappent à la loi qui régit les assurances mutuelles formées entre toutes personnes.

« Je n'hésite pas à penser que les syndicats agricoles peuvent faire entrer l'assurance mutuelle des bestiaux parmi les objets de leur constitution et que

de même un syndicat d'agriculteurs peut se fonder dans le but spécial d'établir entre ses membres ce même mode d'assurance. »

L'hésitation subsistait donc, on se trouvait en présence d'opinions contraires. La loi de 1884 avait conféré la liberté syndicale aux agriculteurs, ils en avaient profité pour faire de nombreuses opérations, acheter des marchandises en commun, s'assurer mutuellement contre les risques dont ils étaient menacés.

Cette assurance mutuelle n'avait fonctionné tout d'abord que contre la mortalité du bétail, mais elle tendait à élargir son champ d'action. Devait-elle être régie par la loi de 1884 ou au contraire relevait-elle de la loi de 1867 et du décret de 1868 ?

Il fallait trancher définitivement la question et de nombreuses tentatives furent faites dans ce but, des propositions de lois furent déposées sur le bureau de la Chambre.

M. Viger avait signalé plus particulièrement cette question par le dépôt, le 24 avril 1894, d'un projet de loi sur les caisses d'assurances mutuelles agricoles en vue de venir en aide aux cultivateurs ayant éprouvé des pertes résultant de la grêle, de la gelée et de la mortalité des animaux de ferme.

Le 14 décembre 1895, un nouveau projet d'assurance agricole était déposé par M. Calvet, sénateur de la Charente-Inférieure, ayant pour objet la création d'une caisse garantissant tous les sinistres, projet qui

quoique plus général se rapprochait de celui du 24 avril 1894 déposé par le gouvernement.

A ces projets succédèrent, le 4 mars 1898 celui de M. Mougeot, en mars 1899 celui de M. David, enfin le 27 juin 1899 celui de M. Viger qui est ainsi conçu :

« Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles qui ne réalisent aucun bénéfice sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 27 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 relatif aux sociétés d'assurances et pourront s'organiser suivant les prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

« Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi formées sont exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement. »

A la suite d'un amendement ce projet est devenu la loi du 4 juillet 1900 qui régit actuellement les sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

CHAPITRE II

Loi du 4 juillet 1900

L'article unique de la loi du 4 juillet 1900 est ainsi conçu :

« Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui en fait ne réalisent aucun bénéfice sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 relatifs aux sociétés d'assurances. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

« Les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles ainsi formées sont exemptes de tous les droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit de timbre de 0 fr. 10 prévu par le paragraphe 1 de l'article 18 de la loi du 23-25 août 1871. »

Les dispositions de la loi du 4 juillet 1900 visent toutes les sociétés d'assurances qui pourraient se former en vue de parer aux pertes produites par la grêle, l'incendie, la mortalité du bétail et générale-

ment toutes les calamités qui menacent l'agriculture.

Aucun doute ne saurait subsister sur ce point. Lors de la discussion de la loi au Sénat (1), en effet, à la suite d'une demande de renseignements formulée par M. Antoine Pérrier, le rapporteur de la loi, M. Mir répondit que « la loi est absolument générale, elle s'applique à toute société mutuelle constituée entre agriculteurs et ayant pour but de garantir ses membres aussi bien contre les risques de l'incendie que contre toute espèce d'événement qui menace la profession. C'est aussi général que possible, nous n'avons pas parlé, disait le rapporteur, de risques incendie plus que d'épizooties, de gelée ou de grêle, parce que tout en soumettant à certaines conditions les applications de la loi, nous n'avons entendu exclure aucun des risques contre lesquels peuvent avoir à se garantir les agriculteurs. Tous les risques agricoles sans exception : incendie, grêle, gelée, mortalité du bétail qui menacent la profession peuvent faire l'objet d'une société mutuelle agricole bénéficiant des dispositions très libérales et très peu compliquées de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. »

Pour que la société puisse se constituer il faut donc qu'il existe un risque, c'est-à-dire un danger incertain dans son événement et dans son résultat qui expose une personne à un préjudice quelconque ou

1. Séance du 26 juin 1900.

plus simplement qu'il y ait possibilité d'un préjudice déterminé.

Ce risque pourra être inhérent à la nature même des choses et nous l'appellerons *risque objectif* ou dépendre du fait de l'homme et nous dirons qu'il est *subjectif*.

Une grande différence existe entre ces deux sortes de risques au point de vue de l'assurance. Alors que le premier, le risque objectif est soumis à des lois à peu près régulières, peut être pour une grande part tout au moins déterminée par la statistique, il est difficile de prévoir le risque subjectif qui dépend de la volonté humaine.

Il faudra que les sociétés formées tendent à faire diminuer ce risque subjectif et nous verrons qu'elles y arrivent assez facilement pour l'assurance mortalité du bétail et pour l'assurance accident.

Les sociétés régies par la loi du 4 juillet 1900 doivent donc avoir un risque objectif à garantir et de plus il faut que ce risque soit agricole, c'est-à-dire qu'il menace la profession des agriculteurs.

Pour certains des risques garantis il n'y a pas de difficulté, le risque est purement agricole, comme par exemple la mortalité du bétail qui menace directement la profession puisqu'il frappe le cultivateur dans un des éléments principaux de la production : sur son troupeau. De même la grêle, l'inondation, la gelée sont des risques purement agricoles, on peut

en dire autant des accidents lorsqu'ils frappent une personne exerçant une profession agricole.

Mais où les difficultés surgissent c'est lorsqu'il s'agit de l'incendie. Cet événement peut atteindre les récoltes et alors il est agricole; mais il peut aussi atteindre les maisons, les meubles du cultivateur et alors comment déterminer si les objets assurés présentent le caractère agricole? Les sociétés régies par la loi de 1900 pourront-elles, même, réaliser l'assurance de ce risque?

La réponse nous en est donnée par M. Caillaux dans sa lettre en date du 31 août 1901. « Le caractère agricole des objets assurés est la seule condition requise. Les circonstances que certaines constructions seraient indépendantes du lieu de l'exploitation ne suffirait même pas à leur enlever ce caractère qui dépend exclusivement de cette affectation. Les sociétés d'assurances créées en vertu de la loi de 1900 peuvent étendre leur champ d'action à toutes les propriétés bâties, spécialement aux maisons d'habitation sans distinguer celles qui sont isolées et celles qui sont réunies en villages pourvu qu'elles soient employées à l'industrie agricole ou qu'elles servent de logement aux personnes se livrant habituellement aux travaux des champs. »

La loi demande en outre que la société soit composée d'agriculteurs, c'est-à-dire de gens exerçant la même profession, mais faut-il prendre ce terme avec

toute l'extension dont il est susceptible (1) ? Faut-il ranger parmi les agriculteurs non seulement les propriétaires exploitants, les fermiers, métayers ou journaliers mais encore les propriétaires non exploitants ? Il semble bien que ces derniers ne prennent aucune part aux travaux des champs. Mais on ne saurait les considérer comme dégagés des conséquences plus ou moins avantageuses de l'exploitation à laquelle se livrent leurs fermiers ; très fréquemment ils ont à intervenir dans l'exploitation du fonds pour une surveillance à exercer, du matériel à acheter, des autorisations à donner, ou un partage de dépenses destinées à accroître la productivité de leur domaine à effectuer. Ils ne sauraient donc être laissés en dehors de la catégorie des agriculteurs et ils peuvent se placer sous la protection de la loi de 1900.

La société doit avoir en vue et en fait de ne réaliser aucun bénéfice. Est-ce à dire qu'elle ne doit réaliser aucune économie sur les cotisations, sur les primes qu'elle demande à ses adhérents ? Evidemment non, car ce serait vouer à une mort certaine toutes les petites mutuelles que de les empêcher de se constituer de cette façon un fonds de réserve, auquel elles pourront faire appel dans les années malheureuses. C'est au contraire les engager à gérer avec plus de sagesse les fonds qui leur sont confiés.

1. Allix. *La capacité des syndicats agricoles et les lois récentes.*

C'est cette absence de fonds de réserve qui fut pour une bonne part la cause de la faillite de la Société créée par Barrau à Toulouse, association qui restituait à ses membres le surplus des cotisations non employées au paiement des sinistres.

Ce que la loi demande, c'est que la société ne produise aucun bénéfice, aucun intérêt destiné à rémunérer un capital, à faire que les sociétaires deviennent des actionnaires.

Il faut que la société soit administrée et gérée gratuitement, qu'aucune des fonctions soit de président soit d'administrateur ne soit salariée, mais il semble bien que l'on ne puisse pas ne pas rétribuer certaines fonctions comme celle de secrétaires ; on peut donner à celui qui passe son temps à faire les écritures de la société une légère rémunération, un dédommagement du temps perdu. Cette rétribution, généralement, ne sera pas très élevée et sera comprise dans les frais généraux de la société.

Les sociétés qui rempliront les conditions que nous venons d'étudier pourront se constituer sans avoir à tenir compte des formalités longues et dispendieuses de la loi de 1867 et du décret de 1868.

Elles devront se soumettre aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884.

Il en résulte que pour être constituées légalement, ces associations n'auront qu'à déposer à la mairie de la localité où se trouve leur siège deux exemplaires

de leurs statuts et la liste de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction. Ces administrateurs doivent être français et jouir de leurs droits civils.

Le dépôt des deux exemplaires devra être renouvelé toutes les fois qu'une modification sera apportée aux statuts ou qu'un changement interviendra dans l'administration de la société.

Mais à quelles formalités de la loi du 21 mars 1884 sont soumises les mutuelles agricoles, est-ce aux formalités constitutives, est-ce à toutes les formalités ?

Prenons par exemple l'article 7 de la loi de 1884 :

« Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer de l'association nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante. Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et des pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par ses cotisations ou versements de fonds. »

Rapprochons cet article de l'article 25 du décret de 1868. « Les statuts déterminent le mode et les conditions générales suivant lesquels sont contractés les engagements entre les sociétés et les sociétaires. Toutefois les sociétaires auront indépendamment de toute disposition statutaire le droit de se retirer tous les cinq ans en prévenant six mois à l'avance... »

Aucune des deux dispositions que nous venons de rapporter, ne saurait s'appliquer lorsqu'il s'agit des assurances mutuelles agricoles. Si le législateur a placé ces sociétés sous le régime de la loi de 1884 pour le recrutement et les formalités de constitution, il n'a pas entendu assimiler leurs membres à des syndiqués agricoles au point de vue de la durée du contrat. Les membres des syndicats professionnels peuvent toujours se retirer de leurs associations au bout d'un an, tandis que pour les sociétés d'assurances mutuelles le contrat librement consenti fait loi.

Dans le cas présent, il s'agit non pas d'un contrat d'assurances mutuelles proprement dit, et la loi de 1867 et le décret de 1868 ne sauraient être appliqués quoique en fait il s'agisse d'assurances. Mais il s'agit d'un de ces contrats innommés, comme on en rencontre tant et qui n'en sont pas moins valables puisque d'après l'article 1134 du Code civil les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Enfin les sociétés ainsi formées sont exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement autre que le droit de 0 fr. 10 prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 18 de la loi du 23-25 août 1871 qui vise les quittances ou acquits donnés au pied des factures, reçus décharges ou titre de quelque nature qui emportent libération reçu ou décharge.

CHAPITRE III

Les Subventions

Déjà en 1894 un document officiel constatait la prospérité des sociétés d'assurances mutuelles agricoles : « Les sociétés contre la mortalité du bétail, disait un rapport de la Direction de l'Agriculture, fonctionnent à merveille et exigent le minimum de sacrifices possibles parce que n'ayant pas ou presque pas de frais d'administration elles n'imposent que les sommes nécessaires pour le remboursement des sinistres. »

En présence des services rendus par ces modestes organismes qui constituent la solution évidemment la plus pratique, peut être la seule de l'assurance contre la mortalité du bétail, car à ce moment on s'occupait seulement de celle-ci, les pouvoirs publics ne pouvaient rester neutres et indifférents. L'État avait le devoir de les reconnaître et de les encourager.

Aussi en 1898, vu la proposition de M. Méline alors Président du Conseil et Ministre de l'Agriculture, le Parlement a introduit dans le budget une modifica-

tion ayant pour but de subventionner les sociétés d'assurances mutuelles agricoles à l'aide d'une partie du crédit de 2.500.000 francs inscrit au chapitre 38 et jusque-là réservé aux secours pour pertes matérielles et événements malheureux.

La circulaire du Ministre de l'Agriculture aux Préfets en date du 15 avril 1898 donne les raisons de cette modification.

On a constaté l'insuffisance des secours pour pertes matérielles en raison de leur taux minime, et aussi en raison des retards nécessairement apportés à leur distribution par l'accomplissement de formalités longues et minutieuses, des enquêtes qui doivent être faites. Ces secours constituent en quelque sorte une aumône mais ne peuvent procurer aux cultivateurs aucun soulagement.

Ce sont des charges lourdes pour l'État, mais c'est aussi un sacrifice inefficace puisque les sommes allouées sont trop modiques pour permettre aux sinistrés la reconstitution des valeurs détruites ; nous avons vu en effet qu'elles ne représentaient qu'une somme variant entre 4 et 6 % environ de la perte subie.

Quoique à peu près stériles comme résultats ces secours ont cependant le grave inconvénient d'éveiller les convoitises, de susciter les jalousies et de provoquer des réclamations et des plaintes qui sont pour l'administration centrale aussi bien que pour les autorités locales une source d'embarras et de difficultés.

Pour toutes ces raisons on a modifié l'article 38 et l'on a substitué au secours illusoire dont nous venons de parler le système de l'assurance qui garantit l'agriculture contre les pertes éprouvées.

Toutefois on a agi avec prudence et l'on n'a pas enlevé de l'article 38 les « secours pour pertes matérielles et événements malheureux », mais on a complété l'intitulé de cet article par les « subventions aux sociétés d'assurances contre la grêle et la mortalité du bétail ».

Plus tard on a élargi encore et les mutuelles grêle et mortalité du bétail ne sont plus les seules protégées, maintenant toutes les sociétés d'assurances mutuelles agricoles peuvent recevoir des subventions de l'État.

Ces subventions sont de deux sortes :

1° Les subventions dites de premier établissement qui sont allouées aux sociétés en voie de formation. Elles sont données dans le cours de la première année de fonctionnement pour permettre aux mutuelles de faire face à leurs frais d'organisation qui sont généralement peu élevés et de se constituer dès l'origine un fonds de réserve.

Ces subventions sont calculées en tenant compte du nombre des membres, de l'étendue d'action de la société, du chiffre du capital assuré, elles sont actuellement au moins égales à 500 francs.

2° Les subventions dites de pertes qui sont allouées

aux sociétés en plein fonctionnement qui, au cours des exercices précédents, ont subi des pertes anormales. Ces subventions ont pour but d'aider les mutuelles à reconstituer leur fonds de réserve auquel elles ont dû faire appel pour payer les indemnités statutaires.

Ces subventions sont calculées au prorata des pertes subies, en tenant compte de l'importance de la société, du nombre de ses membres et de l'effort contributif des mutualistes, c'est-à-dire du montant de leur prime. Cette allocation dont le quantum est déterminé à l'aide d'un barème ne peut être inférieure à cent francs.

Toute les sociétés qui se sont régulièrement constituées, qui fonctionnent gratuitement, qui n'ont en vue la réalisation d'aucun bénéfice, et qui ne poursuivent que l'assurance mutuelle proprement dite ont droit aux encouragements de l'État, quel que soit leur mode de fonctionnement, qu'elles soient à prime fixe ou à prime variable.

Toutefois, par le fait même qu'elles sollicitent le concours de l'État elles doivent se conformer à certaines prescriptions qui sont considérées par l'administration comme les garanties essentielles d'un fonctionnement normal.

Il faut tout d'abord que les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles soient absolument distinctes, en ce qui concerne leur administration et leur comptabilité de toutes autres associations, qu'elles admettent parmi leurs membres tous les agriculteurs

de leur région, et de leur circonscription mais sans les obliger à faire en même temps partie d'une autre société, soit d'un syndicat, soit d'un comice.

Il faut d'autre part que la prime demandée à chaque sociétaire soit assez élevée, sans cela, l'État conserverait pour lui la plus grosse part des charges. L'État ne doit intervenir qu'en cas de pertes exceptionnelles et lorsque la participation statutaire a été fournie.

Pour les sociétés contre la mortalité du bétail, s'il s'agit de prime fixe, la prime annuelle ne doit pas en principe être inférieure à 1 % pour les animaux de l'espèce bovine et 1,50 % pour les animaux de l'espèce chevaline.

Lorsqu'il s'agit de sociétés à prime variable c'est-à-dire celles qui font la répartition au lendemain des sinistres la situation est différente. Il arrivait souvent que ces mutuelles pendant les années heureuses ne demandaient à leurs adhérents aucune cotisation alors que pendant les années calamiteuses elles leur imposaient le versement de primes très élevées ce qui amenait la démission de nombreux sociétaires. L'État les subventionne maintenant mais il leur demande de former un fonds de réserve qui leur permette de rétablir le taux de répartition des pertes lors des mauvaises années. En vue d'obtenir ce résultat elles doivent par un article spécial spécifier qu'en aucun cas le montant des quotes-parts payées par les membres ne saurait être inférieur à

1 % du capital assuré chaque année ; si le montant des indemnités à payer était inférieur à ce 1 %, le surplus serait versé au fonds de réserve.

La plupart de ces dernières sociétés sont arrivées à se constituer un fonds de réserve en combinant le principe de la prime fixe et celui de la prime variable.

L'État s'est préoccupé également du montant des indemnités versées en cas de sinistre ; en aucun cas, celle-ci ne devra être supérieure à 80 % de la valeur de l'animal assuré, les sociétaires devant pour le surplus rester leurs propres assureurs.

Enfin pour obtenir les subventions une dernière condition est exigée : un article spécial des statuts doit stipuler, qu'en cas de dissolution, l'avoir de l'association ne peut être reparté entre les membres. Le fonds de réserve devra après règlement des sinistres être versé à une œuvre agricole voisine.

Ces subventions, ainsi accordées en 1898 étaient destinées à la création dans chaque mutuelle d'un fonds de réserve appelé à contribuer au paiement des sinistres et à l'allégement des cotisations les années où les pertes considérables viendraient obérer le règlement semestriel. Cette caisse de réserve devait avoir en outre l'utilité de permettre à nos sociétés d'avancer les indemnités à ceux de leurs adhérents auxquels leur situation de fortune ne permettait pas d'attendre le jour de l'assemblée générale.

En 1898 une somme de 172.500 francs était répartie entre 310 sociétés, la Vendée y participait pour 6.950 francs distribués à 22 sociétés.

En 1909, 1.042.100 francs étaient donnés à 2.148 sociétés. La Vendée obtenait 26.600 francs que se partageaient 63 mutuelles.

Le total des subventions allouées au 31 décembre 1909 s'élevait à 7.896.450 francs.

Les effets de ces subventions ont été considérables. Alors qu'en France en 1897, il n'y avait que 1.480 sociétés, deux ans après, en 1899, le chiffre en était porté à 2.180 et en 1900 il en existait 2.284. La Vendée en comptait 125. En 1905 le chiffre total des assurances mutuelles agricoles était en France de 6.101 et en Vendée de 185, en 1911. 10.700 sociétés existent en France, la Vendée en compte 237 à elle seule.

Si nous examinons les statistiques en ce qui concerne les subventions accordées en raison de pertes subies aux sociétés en plein exercice nous voyons que les cotisations payées par les membres des sociétés ont été à peu près suffisantes pour faire face au paiement des indemnités.

Dans une période de sept ans, de 1901 à 1907, l'écart entre le montant des indemnités payées 8.019.654 et le produit des cotisations 7.739.536 soit 280.117 n'a été que dans une faible mesure comblé à l'aide des fonds de l'État.

Il importe surtout en effet que les subventions ne puissent avoir pour résultat de diminuer l'effort des mutualistes et c'est pour cela que les allocations doivent en règle générale être versées au fonds de réserve des sociétés bénéficiaires. Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel et dans le cas vraiment calamiteux que les fonds de l'État peuvent suppléer à l'insuffisance des ressources normales des sociétés.

CHAPITRE IV

La Réassurance

L'assurance mutuelle agricole a fait des progrès incontestables. Les sociétés se sont multipliées dans presque tous les départements au fur et à mesure que les habitants des campagnes comprenaient mieux les avantages et aussi le mécanisme de cette forme de la mutualité,

Cependant, la plupart de ces mutuelles locales, limitées au territoire d'un canton, d'une commune, quelquefois même d'un hameau ne groupent qu'un nombre restreint d'adhérents et n'assurent qu'un capital relativement fort modeste. Leurs ressources ne sont donc pas toujours suffisantes pour mettre leur existence à l'abri des risques considérables qu'elles peuvent subir.

Les moyennès des pertes ne sont pas constantes. Pendant certaines années les charges seront lourdes pour la mutualité, d'autres fois elles seront intimes, certaines sociétés auront à faire face à toute une série d'événements calamiteux alors que d'autres plus heu-

reuses verront de jour en jour leurs ressources s'augmenter. Il faut tenter d'établir une compensation entre les risques des unes et des autres, entre les bonnes et les mauvaises années, il faut chercher à rétablir l'équilibre et l'on n'arrivera à ce résultat qu'en étudiant le champ d'action des mutuelles locales.

C'est pour atteindre ce but qu'on a songé à syndiquer entre elles toutes ces mutuelles locales, à les unir en vue de constituer une caisse de réassurance qui consolidera leur situation qui leur viendra en aide dans les cas de pertes importantes qu'elles seraient impuissantes à régler seules mais qui conservera à chacune son individualité.

Tel est le principe de la réassurance dont l'application est la suivante : former une caisse de secours, un fonds commun alimenté par les institutions d'assurance au premier degré et qui en fin d'exercice est distribué à celles d'entre elles qui ont été particulièrement éprouvées.

Il faut en un mot constituer une société d'assurance mutuelle dont les sociétaires ne seront autres que les diverses sociétés locales. Cette caisse sera créée en appliquant les principes qui régissent les caisses locales, sera soumise aux mêmes règles que celles-ci, jouira des mêmes avantages, sera comme elles susceptible de recevoir des secours de l'État.

Dans quelle mesure et de quelle façon les sociétés d'assurance au premier degré vont-elles contribuer

à la formation de la société régionale ? c'est ce que nous allons maintenant examiner et nous allons pouvoir envisager un certain nombre de systèmes.

1° Le premier qui se présente à l'esprit, un des plus simples et aussi des plus répandus est celui que nous pourrions désigner sous le nom de *compensation*.

Il consiste essentiellement à faire payer à chaque société locale affiliée une cotisation supplémentaire, par exemple 0 fr. 10, 0 fr. 25 ou 0 fr. 40 % de la valeur assurée et à constituer avec ces ressources une caisse centrale qui vient au secours de chacune d'elles lorsque les indemnités à verser dépassent une certaine somme, par exemple 1 franc ou 1 fr. 50 % du capital assuré, moyennant quoi elles peuvent remplir complètement leurs engagements.

Avec ce système les assurés auront la certitude de recevoir toujours en cas de sinistres le montant intégral de l'indemnité garantie par les statuts et les sociétés épuisées par des pertes considérables auront l'avantage de recevoir un secours efficace.

Mais un inconvénient surgit bien vite à côté de ces avantages. Il faudra une surveillance constante pour éviter les abus, pour obliger les mutuelles négligentes à une gestion plus sévère et aussi plus conforme aux règlements. Sûres de toucher une indemnité équivalente à leurs pertes, les mutuelles pourront se laisser aller à vouloir exploiter la réassurance et

il faudra veiller à ce qu'elles ne se montrent pas assez peu scrupuleuses pour grossir l'importance de leurs risques.

Une telle surveillance est bien difficile, sinon impossible lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas le plus général, d'une société de réassurance qui étend son action à un département, voire même à un territoire plus considérable et les abus redoutés finiront toujours par se produire malgré toute la bonne volonté dont les administrateurs de la caisse centrale pourront faire preuve.

Il résulte également de là que les mutuelles qui seront bien dirigées manifesteront leur mécontentement. Le fait qu'elles versent constamment à la réassurance sans en retirer aucun avantage ne les encouragera pas à faire preuve de conscience dans leur gestion, et la pensée leur viendra fatalement que les sacrifices consentis par elles profitent surtout aux caisses négligentes, administrées moins sagement et dont les sinistres sont plus fréquents.

Et alors de deux choses l'une, ou bien elles en arriveront à quitter l'association, ou bien elles se montreront moins sévères qu'il ne conviendrait dans le règlement de leurs pertes.

Les réassurances mutuelles, basées sur ce principe de la compensation ne se soutiennent que grâce aux subventions qu'elles obtiennent de l'État ou des départements, elles ne prospèrent pas, bien au contraire, et

nous avons sous les yeux l'exemple d'une caisse de ce genre qui en l'espace de quelques années a toujours versé des indemnités supérieures à la somme des primes et des subventions reçues, l'encaisse de cette société a toujours été en décroissant.

2° Un autre système a donné des résultats meilleurs, c'est celui qui est le plus fréquemment usité maintenant, et nous pourrions constater au cours de cette étude qu'il est appliqué pour la réassurance de tous les risques, aussi bien pour la mortalité du bétail que pour les accidents ou l'incendie. Nous le désignerons sous les termes de *réassurance proprement dite* ou de *système de la proportionnalité*.

Le principe en est le suivant : la Caisse centrale reçoit une partie des primes versées aux caisses locales affiliées $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{10}$, et en retour elle intervient dans le règlement des sinistres pour verser $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{10}$ de l'indemnité à laquelle les pertes peuvent donner lieu. On ne demande plus une cotisation supplémentaire, une surprime comme dans le précédent système.

A cette méthode simple, d'application plus rapide que la précédente, on peut faire un reproche, c'est de ne pas apporter toujours aux caisses locales un secours suffisant et réellement efficace.

Prenons un exemple. Une mutuelle locale, assurant un capital de 20.000 francs, dont la prime annuelle est de 1 fr. 50 % subit une perte de 500 francs. Nous

allons supposer que cette mutuelle conserve la plus grosse partie de la perte à sa charge, les $\frac{3}{4}$ et qu'elle ne laisse la réassurance supporter que le dernier quart. Si nous appliquons le principe de la proportionnalité le sinistre se réglera ainsi :

La prime versée par les

$$\text{assurés sera } \frac{20.000 \times 1,5}{100} = 300 \text{ francs.}$$

$$\text{La mutuelle reçoit . . , } \frac{300 \times 3}{4} = 225 \text{ francs.}$$

$$\text{La réassurance. . . . } \frac{300}{4} = 75 \text{ francs.}$$

Le montant de l'indemnité à payer est de 500 francs.

$$\text{La part de la mutuelle . } \frac{500 \times 3}{4} = 375 \text{ francs.}$$

$$\text{La part de la réassurance } \frac{500}{4} = 125 \text{ francs.}$$

Or la caisse locale pour payer ces 375 francs ne possède que 225 francs, la réassurance ne touche qu'une part minime de 75 francs et devient insuffisante pour aider sa filiale si une série d'années malheureuses se produit et ce cas sera fréquent dans la pratique.

Nous pouvons en outre supposer que la réassurance conservant pour elle la partie la plus considé-

nable des primes des locales ait également à faire face à la part la plus grosse de l'indemnité.

Reprenons le calcul précédent mais en supposant que la réassurance conserve les 9/10 des pertes, ne laisse la caisse locale supporter que le dernier dixième.

$$\text{La prime versée est . . } \frac{20.000 \times 1,5}{100} = 300 \text{ francs.}$$

$$\text{La mutuelle conserve . } \frac{300}{10} = 30 \text{ francs.}$$

$$\text{La réassurance reçoit . } \frac{300 \times 9}{10} = 270 \text{ francs.}$$

$$\text{La part de la réassurance dans la perte est } \frac{500 \times 9}{10} = 450 \text{ francs.}$$

La part de la mutuelle dans la perte est de 50 francs.

Le secours que pourra apporter la réassurance sera plus efficace dans ce cas que dans celui qui précède. Il est vrai que si l'on prend ce seul sinistre la réassurance ne pourra pas le compenser avec la part contributive de la mutuelle locale, mais cet événement malheureux sera réparti entre de nombreuses sociétés qui, elles, peuvent n'avoir subi que des pertes beaucoup plus faibles.

Prenons l'état des recettes et des dépenses de la société mutuelle régionale de réassurance contre les accidents du travail agricole en Touraine, pour l'an-

née 1911. Cette société conserve les 9/10 des pertes. Nous voyons qu'une des locales, celle de Hommes a subi des sinistres pour une somme de 934 francs alors qu'elle n'a encaissé et versé à la réassurance que 538 francs, mais à côté d'elle il y a trente deux sociétés qui n'ont subi que des pertes faibles et enfin de compte nous arrivons à un total de 2.790 francs de sinistres pour 8.780 francs de primes versées d'où un bénéfice de 6.000 francs.

La part qui incombera à la petite mutuelle sera la plus faible, elle sera minime et la réassurance pourra facilement l'aider si elle-même, avec ses propres ressources ne peut payer ses sinistres.

Il faudrait supposer un concours d'événements malheureux se produisant dans toutes les caisses affiliées pour que la réassurance ne soit plus véritablement utile.

En fait ce principe de la proportionnalité a été employé par de nombreuses sociétés et il a donné des résultats excellents. Lorsque nous étudierons l'assurance incendie nous verrons que c'est lui qui est appliqué par les caisses de réassurance du sud-est qui ont établi du reste la réassurance à deux degrés :

La caisse locale conserve 1/10 des risques :

La caisse régionale conserve 2/10 ;

La caisse centrale prend à sa charge le surplus 7/10.

C'est encore, ainsi que nous venons de le voir, le procédé usité par la caisse régionale contre les acci-

dents en Touraine où la réassurance qui paye d'abord tous les sinistres n'en laisse à la charge de chaque mutuelle que 1/10 conservant pour elle le surplus.

Somme toute les inconvénients du système sont faibles, c'est le véritable principe de réassurance, le plus simple et celui qui offre le plus de garanties mais il faudra laisser la société régionale supporter la plus forte part dans les risques.

3° Nous arrivons maintenant à un troisième système celui qui est usité par les mutuelles bétail, en particulier dans l'Yonne, dans l'Ain et dans le Doubs.

Il consiste à faire payer aux mutuelles des primes variables avec l'importance des indemnités qu'elles reçoivent. Par conséquent, et cela semble très juste, plus une mutuelle coûtera à la réassurance, plus la prime qu'elle versera à celle-ci sera élevée.

C'est ainsi qu'agit la Fédération des Mutuelles bétail du département de l'Ain.

Elle n'intervient dans le règlement des sinistres que lorsque les pertes nettes éprouvées par les caisses affiliées dépassent 1 % de la valeur assurée et elle n'indemnise que les 4/5 des pertes en excédent. Son tarif minimum est de 0 fr. 15 % et est applicable aux sociétés qui n'ont pas reçu de secours pendant l'année qui précède celle en cours.

Pour les pertes comprises entre 1 franc et 1 fr. 25 % la cotisation est 0 fr. 20.

Pour les pertes comprises entre 1 fr. 25 et 1 fr. 50 $\%$, la cotisation est 0 fr. 25.

Pour les pertes comprises entre 1 fr. 50 et 2 francs $\%$, la cotisation est 0 fr. 40.

Pour les pertes comprises entre 2 francs et 2 fr. 50 $\%$, la cotisation est 0 fr. 55.

Pour les pertes excédant 2 fr. 50 $\%$, la cotisation est 0 fr. 75.

Les variations des cotisations ne dépendent que du taux de l'année précédente, mais on peut très bien concevoir une moyenne prise sur les deux ou quatre ou dix dernières années ce qui serait préférable.

Avec ce système, les sociétés adhérentes seront obligées de s'administrer avec prudence, elles ne seront plus tentées comme dans la compensation d'exagérer leurs pertes car toutes seront intéressées à avoir le moins de sinistres possible afin de ne pas payer une prime trop forte. Les secours apportés par la réassurance atteindront pleinement leur but sans que les sociétés locales soient jamais tentées de se départir de la correction qui doit toujours être leur ligne de conduite.

Ce système est au nombre des meilleurs, toutefois il n'échappe point encore à toutes les critiques. Son tarif est en quelque sorte arbitraire et reste toujours plus favorable aux caisses ayant de fortes pertes qu'aux caisses dont le taux moyen est voisin de 1 $\%$. Aussi les caisses qui sont bien administrées se ren-

dent-elles compte qu'elles n'ont rien à attendre de la réassurance, elles ne se fédèrent pas et si par hasard elles ont adhéré à la caisse régionale elles ne tardent pas à se retirer.

La Caisse de réassurance du Doubs pour la mortalité du bétail a adopté un système à peu près analogue à celui de l'Ain.

Cette caisse vient en aide aux mutuelles locales orsque leurs pertes nettes annuelles sont supérieures à la moyenne des pertes éprouvées par chacune d'elles pendant les dix années précédentes. L'indemnité versée par la réassurance est égale aux $\frac{3}{4}$ des pertes excédant cette moyenne. La prime de réassurance est de 2 francs pour 1.000 francs de valeur assurée. Elle est insuffisante pour couvrir les pertes qu'elle assume et qui ne sont balancées que par d'importantes subventions du Conseil Général et de l'État.

Ce système a l'avantage de fonctionner au profit de toutes les caisses, de celles qui ont une faible moyenne comme de celles ayant une moyenne élevée, néanmoins il est bien plus profitable aux caisses dont la moyenne est faite de chiffres extrêmes, en-dessus et en-dessous du chiffre moyen qu'aux caisses dont la moyenne des pertes résulte de chiffres peu variables. Une caisse locale importante dont les pertes annuelles se rapprocheront d'une constante verserait beaucoup et ne toucherait presque rien. Or, les

caisses à perte, sujettes à de grandes variables, ce sont toujours les caisses mal administrées.

Deux des systèmes que nous venons d'examiner nous conduisent à ce résultat que ce sont le plus souvent les caisses mauvaises, mal administrées qui retirent vraiment un bénéfice de la réassurance. Les caisses bien gérées, ou simplement même, celles qui sont favorisées par la chance versent beaucoup et ne retirent rien, elles n'ont rien à attendre de la société régionale aussi ne s'engageront-elles que rarement.

Ce phénomène se produit surtout lorsqu'il s'agit de l'assurance contre la mortalité du bétail, car ici à moins d'épizootie les pertes sont peu considérables pour un capital assuré assez fort, c'est ainsi que nous trouvons en Vendée des caisses assurant un capital de cinq, six ou sept cent mille francs, l'une de ces assurances *La Prévoyance protectrice* de Poiré sur Vie, chef-lieu de canton de 4.000 habitants, qui groupe 423 adhérents garantit 1.200.000 francs de capital.

De telles sociétés peuvent vivre et prospérer avec leurs propres moyens, sans aucune aide, aussi n'ont-elles pas créé de réassurance. Armand Lausier qui fut le promoteur du mouvement mutualiste en Vendée fit de grands efforts pour syndiquer entre elles ces sociétés qu'il avait fondées. Il rêvait cependant de les réassurer contre les risques que peuvent leur faire courir les épizooties, il voulait réunir toutes ces

sociétés en les appelant à alimenter un fonds commun destiné à être réparti entre celles qui auraient été victimes de la mauvaise chance.

Mais ce résultat, Lausier ne put jamais l'obtenir, tous ses efforts ne purent faire aboutir ce projet nécessaire à ses yeux pour assurer l'avenir et la sécurité des petites mutuelles locales. Et néanmoins il ne put réussir quelles que fussent son autorité et son influence auprès des présidents qui étaient ses disciples, et quel que fut l'empressement que beaucoup d'entre eux mirent à plaider près de leurs sociétaires la cause de la réassurance. Ils se heurtèrent à une hostilité bien accusée contre cette idée nouvelle. Il apparut clairement alors que la plupart des sociétés, bien administrées ou même simplement favorisées par la chance répugnaient à partager, même dans une proportion minime, les risques des mutuelles moins heureuses et ayant obtenu jusque-là de moins bons résultats.

D'autres raisons, d'ailleurs rendaient difficile la création d'une caisse de réassurance pour les assurances bétail de la Vendée. Il n'existe pas dans leurs statuts une uniformité assez grande pour que l'on puisse songer actuellement à les unir ensemble. Il faudrait un remaniement général qui serait long et difficile à opérer.

D'autre part, même dans ces œuvres qui sont appelées à resserrer les liens de la solidarité humaine la

division a pénétré. Dans un même village des sociétés rivales se sont formées, on en compte deux ou trois qui se font une guerre acharnée là où une seule suffirait.

Est-il donc nécessaire dès lors de recourir à la réassurance pour obtenir la sécurité des mutuelles? Il faut observer tout d'abord qu'actuellement en Vendée beaucoup de sociétés qui ont su gérer avec sagesse et parcimonie les subventions accordées par l'État possèdent de ce fait un fonds de réserve suffisamment important pour les mettre à l'abri d'une catastrophe imprévue.

On a pensé aussi à instituer une caisse départementale de secours qui serait par exemple une dépendance de la caisse régionale de crédit agricole. Cette caisse pourrait recevoir à l'avenir une part des subventions de l'État, en ferait une réserve collective gérée par elle, productive d'intérêts, sans aucun doute bien supérieurs aux frais d'administration et qui serait destinée à venir en aide aux sociétés éprouvées par des pertes importantes.

Quel que soit le parti que l'on prenne, quelle que soit la solution que l'on puisse concevoir et adopter, un fait subsiste, c'est que les mutuelles bétail et celles de la Vendée en particulier n'ont pas un intérêt capital à se réassurer si elles fonctionnent bien, beaucoup n'ont pas cherché à le faire, néanmoins lorsqu'elles auront à faire face à des pertes sérieuses

comme au cas d'épizooties leur situation sera quelquefois bien délicate et si elles ne possèdent pas des réserves suffisantes leur existence sera mise en danger.

C'est surtout lorsqu'il s'agit des autres risques garantis par les mutuelles agricoles que nous pouvons apprécier toute l'importance que présente la réassurance. Nous ne sommes plus devant des sociétés bien organisées, assurant un capital souvent assez élevé et n'ayant à parer qu'à des pertes minimales, nous aurons en face de nous des caisses qui en sont presque à leurs débuts, qui peuvent craindre des pertes considérables qui deviendront même de véritables désastres lorsqu'il s'agira de la grêle. Ces risques, il faudra de toute nécessité les répartir entre les sociétés heureuses et malheureuses, compenser les bonnes et les mauvaises années.

Pour l'incendie, nous avons une réassurance à deux degrés, les locales ne conservent qu'une partie de leurs pertes laissant à la société régionale une autre partie, le surplus étant garanti par une société centrale ou une grande mutuelle.

Pour la grêle l'assurance est encore dans l'enfance. Il fonctionne une vingtaine de caisses sans aucune vitalité : elles doivent en effet parer à des pertes énormes qui se reproduisent pour ainsi dire périodiquement et frappent toujours les mêmes territoires. Ces sociétés sont isolées les unes des autres et elles

présentent plutôt le caractère de caisses de secours que de caisses d'assurances proprement dites, on ne pourra les rendre utiles qu'en les groupant. Mais cette réassurance devra s'appliquer à des territoires très étendus à plusieurs départements, par exemple pour que les pertes puissent être réparties d'une manière assez régulière.

Une question se présente maintenant à nous. L'État doit-il intervenir dans la question des assurances ? et peut-il se faire le réassureur des sociétés mutuelles locales ?

Le gouvernement n'a jamais cessé de s'intéresser aux calamités qui menacent les travailleurs de la terre, à maintes occasions il a manifesté toute sa sollicitude à l'égard des sociétés d'assurances agricoles. Nous venons de voir qu'il leur octroyait des subventions destinées à leur permettre soit de se fonder, soit de continuer à vivre en reconstituant le fonds de réserve momentanément mis en mauvaise posture par une série d'événements malheureux. On est allé plus loin, et voyant que la réassurance ne fonctionnait pas encore d'une façon assez parfaite, voyant que les petites sociétés vivent souvent au jour le jour, alors que les grandes mutuelles se réassurent entre elles, on a pensé que l'État devait intervenir d'une façon plus efficace qu'en accordant des subventions, qu'il devait, se faisant lui-même assureur, constituer une caisse ayant pour objet de suppléer dans la mesure

de ses ressources aux insuffisances qui viendraient à se produire dans les caisses de province.

Cette idée n'est pas nouvelle et nous en trouvons la première application dans un projet déposé en 1857 qui cherchait la solution dans la création d'une caisse générale des assurances. Ce projet fut du reste repoussé alors par le Conseil d'Etat.

Depuis et surtout après 1880, les propositions faites pour arriver à constituer la « caisse centrale » ont été nombreuses et il ne s'est pas passé d'années sans qu'il y en ait une ou même plusieurs de déposées sur le bureau des Chambres, elles ont présenté des variantes et spécialement en ce qui concerne les risques qu'elles avaient pour but de garantir.

C'est en 1882 le projet Langlois, qui vise les événements malheureux occasionnés par la grêle, les épizooties, l'incendie et l'inondation, en 1891 la proposition du ministre de l'Agriculture M. Chollet qui n'opère aucune classification et est susceptible de s'appliquer à tous les risques agricoles. En 1893 plusieurs projets : Philippon Pouchon visant la grêle et la gelée, Rivet ayant en vue tous les risques, Riey Lachèze qui s'applique aux pertes produites par la gelée, la grêle, l'orage, la mortalité du bétail, les accidents survenus aux animaux de ferme. Nous en passons un grand nombre et nous arrivons au projet déposé en 1910 par M. Ruau alors ministre de l'Agriculture et que nous examinerons plus longuement.

Que l'on ait en vue un ou plusieurs risques, quelle va être l'étendue d'action du gouvernement ?

La première idée qui s'est présentée a été de faire de l'Etat le seul, l'unique assureur, en quelque sorte la providence sur laquelle en toute occasion les agriculteurs pourront compter et en ce sens on a proposé différents systèmes qui tous se rapprochent de celui que nous allons étudier maintenant.

Ce système est exposé dans un projet déposé sur le bureau de la Chambre des députés en 1894 (1) et destiné à être appliqué aux deux risques mortalité du bétail et accidents seulement.

C'est l'Etat qui doit créer toute l'organisation, l'initiative individuelle ne tient plus qu'une place des plus minime, on n'y fait plus appel, on la néglige.

Le gouvernement se charge de tout. Il constitue tout d'abord la réassurance au premier degré en fondant dans chaque département des caisses de secours. Il pourrait même être institué des caisses locales dans les communes, groupes de communes ou cantons qui n'en posséderaient pas encore et qui le demanderaient.

Ces caisses départementales ou communales sont alimentées par les produits des cotisations que l'on demande à chaque adhérent, par les dons et legs qui pourront être faits à ces institutions, par des subven-

1. Projet Viger.

tions de l'Etat, des communes ou des particuliers, enfin par les intérêts et revenus des fonds sans emploi.

Enfin, et c'est là le point principal, une caisse nationale de secours contre les sinistres agricoles fonctionnera à Paris. Cette dernière qui sera alimentée comme les caisses départementales recevra une partie des recettes réalisées par chacune de ces caisses qui s'affiliera à elle et aura pour objet de suppléer, dans la mesure de ses ressources aux insuffisances qui pourront venir à se produire dans les diverses caisses de province.

Non seulement ces assurances agricoles seront organisées avec le concours de l'État, mais encore elles seront placées sous son contrôle, sous la surveillance du gouvernement.

Pour les caisses départementales, ce seront les agents de l'État, les percepteurs qui recueilleront les cotisations. Ces fonds seront centralisés dans chaque chef-lieu par le trésorier payeur général.

Chaque caisse sera administrée par un directeur sous le contrôle d'un conseil d'administration, qui dépendront encore l'un et l'autre du gouvernement. Le directeur sera nommé par le Préfet, sur présentation du conseil d'administration, mais ce conseil sera lui-même présidé par le préfet et ne pourra jamais être réuni sans l'avis de son président.

Quant à la gestion de la caisse nationale, elle relè-

vera plus directement encore de l'administration, du ministre de l'Agriculture qui sera président de droit du conseil d'administration de cette caisse dont il nommera le directeur et dont le trésorier sera le directeur de la caisse des Dépôts et Consignations.

Ce projet est déjà ancien, mais on peut se rendre compte, par ce rapide examen qu'il fera retomber sur l'État une responsabilité bien lourde, qu'il grèvera beaucoup le budget. Il n'aurait même pas l'avantage de supprimer ou de diminuer les subventions qui sont accordées annuellement aux caisses malheureuses.

Nous arrivons à un projet plus récent (1), mieux en rapport avec l'état actuel des choses et sur lequel on a fondé le plus grand espoir : la caisse qu'il a pour but de créer sera « la consolidation et le couronnement de l'œuvre que le gouvernement de la République a entreprise lorsqu'il a résolu d'assurer par l'application des principes de mutualité la sécurité et la prospérité de nos agriculteurs ».

Ce projet n'a en vue que la création d'une caisse centrale. L'exposé des motifs constate que l'assurance des risques agricoles fonctionne particulièrement bien en France ; de nombreuses mutuelles locales se sont constituées et leur existence est garantie par des caisses régionales.

Pour la mortalité du bétail nous sommes en pré-

1. Projet Ruau.

sence de 7.923 caisses locales et de 55 caisses de réassurance, ces caisses se sont disséminées sur tout le territoire, il n'y a guère de départements qui n'en possèdent quelques-unes. Ces caisses représentent dans l'ensemble une proportion de 7/9, ce sont donc de beaucoup les plus nombreuses, mais aussi ce sont les mieux organisées et celles qui ont donné les meilleurs résultats.

Pour l'incendie nous avons dans une soixantaine de départements seulement 1.186 sociétés locales et 20 caisses régionales, mais en réalité dix départements seulement ont une grande partie des sociétés, environ les 2/3. Les sociétés d'assurance contre l'incendie sont relativement récentes, elles ont été entravées dans leur début par une législation insuffisante, mais depuis quelques temps, elles ont suivi une progression toujours croissante.

Pour la grêle, on peut dire qu'il n'y a pas d'organisation, 24 sociétés réparties entre 22 départements végètent et ne peuvent apporter aucun secours efficace.

Il faut donc, pour donner plus de stabilité à toutes ces caisses former une caisse centrale de réassurance mutuelle agricole qui servira de régulateur et de soutien à toutes les caisses affiliées.

Reprenant les projets précédents, M. Ruau confie la gestion de cette caisse aux Dépôts et Consignations, ce qui n'est pas une nouveauté puisque la loi

de 1868 à déjà confié à cette Caisse la gérance des sociétés d'assurances en cas de décès ou en cas d'accidents.

L'objet de cette caisse nationale ainsi formée est de réassurer dans les limites de ses ressources une partie des risques des sociétés de réassurance mutuelle contre la mortalité du bétail. Les dispositions de cette caisse centrale pourront d'ailleurs être étendues aux autres risques agricoles lorsque les ressources disponibles le permettront.

La proposition Ruau doit, dans un avenir plus ou moins lointain s'appliquer à tous les risques mais pour opérer avec toutes les garanties désirables, son action doit être tout d'abord limitée à l'assurance bétail, c'est en effet la mieux constituée, c'est celle qui offre les risques les moins considérables et qui représente aussi la plus grande partie des sociétés d'assurances agricoles. Pour l'instant, il y aurait inconvénient grave à étendre le champ d'action de la caisse centrale, on ferait peser sur l'État des charges beaucoup trop lourdes.

Un fonds de dotation sera constitué au profit de la caisse centrale de réassurance mutuelle par une subvention spéciale de 1.800.000 francs qui sera prélevée sur le produit de la taxe de 15 % sur les jeux dans les cercles et les casinos. Des dons et legs qui pourraient être faits à la caisse seront versés à ce fonds de dotation.

Les ressources de la caisse se composeront :

1° Des intérêts du fonds de dotation ;

2° Des cotisations que devront verser les caisses de réassurance affiliées ;

3° D'une subvention de 300.000 francs versée chaque année par l'État et prélevée sur les crédits inscrits au budget du ministère de l'Agriculture pour « subventions aux sociétés d'assurances et de réassurances agricoles ».

Le projet ne détermine pas dans quelle mesure la Caisse centrale viendra au secours de ses sociétaires il se contente de déclarer qu'après prélèvement des frais de gestion le fonds commun constitué à l'aide de ces ressources que nous venons d'énoncer sera réparti entre les sociétés suivant les conditions et proportions qui seront déterminées ultérieurement.

C'est l'application du principe de la proportionnalité que l'on semble avoir en vue : la société locale participant pour une part dans les ressources de la caisse de réassurance et venant recevoir une part équivalente dans les pertes qu'elle a subies.

La somme à répartir peut excéder la portion des sinistres à couvrir le surplus servira alors à constituer un fonds de réserve. Au cas contraire, un prélèvement peut être fait sur le fonds de réserve mais seulement après une décision prise par les ministres de l'Agriculture et des Finances. Et le montant de ce pré-

lèvement ne pourra jamais dépasser une même année le quart du fonds de réserve.

Une commission supérieure sera instituée par le ministre de l'Agriculture et la composition en sera fixée par décret, elle donnera son avis sur les questions relatives à l'assurance et la réassurance mutuelles agricoles. Elle donnera également son avis sur les prélèvements à faire en cas de besoin au fonds de réserve de la caisse centrale de réassurance ainsi que sur l'emploi des fonds de dotation.

Tel est dans ses lignes générales le projet déposé en 1910, il n'est pas douteux que le principe en est excellent. Consolidant la situation des caisses affiliées, leur servant de régulateur, cette institution doit exercer une influence sur le développement des mutuelles en stimulant les initiatives et en tendant à dissiper les dernières hésitations.

Néanmoins de ce projet, il ressort sinon des imperfections du moins un certain nombre de points qui peuvent prêter à la critique. Quoique voulant donner toutes garanties aux caisses affiliées, n'est-ce point recourir à un formalisme excessif que de décider qu'il ne pourra être touché au fonds de réserve qu'après avis d'une commission spéciale puis décision des ministres de l'Agriculture et des Finances ?

Encore faut-il pour que la société ait quelque efficacité que les fonds courants, ceux qui seront formés par les primes, soient suffisants pour faire face au paie-

ment des indemnités. Nous voyons tout d'abord qu'on commence par prélever sur ces fonds les frais de gestion et que seront ces frais ? Il est fort à craindre que comme dans toute institution de l'État, ou aucun intérêt particulier n'est en jeu ils ne soient très élevés, en tout cas une partie des cotisations sera distraite du but en vue duquel elle a été versée. Nous sommes loin maintenant des mutuelles créées par la loi de 1900 qui sont gérées et administrées gratuitement.

Ce résultat que l'on poursuit : créer une caisse centrale ne pourrait-on point l'atteindre sans avoir recours à l'État ? L'assurance incendie fonctionne d'une façon régulière, les caisses locales se réassurent à des caisses régionales et celles-ci à leur tour se réassurent à une grande mutuelle. On obtient ainsi un double avantage, les caisses locales et régionales trouvent dans cette organisation un réel soutien, et d'autre part, devenant les agents des caisses centrales elles profitent des avantages que celles-ci offrent à leurs intermédiaires.

Ne pourrait-on pas recourir à des systèmes identiques pour les autres risques agricoles ? Ce que l'on cherche particulièrement à éviter en cette matière et ce qui a empêché les Compagnies commerciales de réussir, c'est la fraude toujours possible et la surveillance étroite qui en est le résultat. Avec l'institution des petites locales on diminue cette fraude dans de notables proportions, on peut même considérer qu'on la supprime. Les locales à leur tour cherchent sou-

vent à exploiter les sociétés de réassurance et nous avons pu voir que ce sont surtout les caisses mauvaises qui semblent tirer un bénéfice de la réassurance alors que les sociétés bien gérées n'ont rien à en attendre. En appliquant le principe de la proportionnalité et en laissant à chacune des caisses une part suffisante dans les risques ces inconvénients disparaîtront. Rien d'impossible alors à ce qu'elles puissent comme les sociétés contre l'incendie devenir des agents de grandes mutuelles ou de sociétés commerciales.

La Société des Agriculteurs de France a jadis écarté toute intervention de l'État dans l'Organisation des assurances obligatoires ou facultatives « au nom du respect de la liberté des citoyens, de l'intérêt de l'État et des citoyens eux-mêmes. »

Il serait préférable au lieu de créer une caisse centrale qui entraînera des charges lourdes pour l'État de laisser le champ librement ouvert à l'industrie privée dont les progrès sont constants. Dans les campagnes il faut développer l'initiative particulière, il faut propager par tous les moyens les assurances, en faire comprendre l'utilité à tous les adhérents. Il faut ensuite rassurer ces locales soit en créant des caisses régionales, soit en les faisant adhérer à de grandes compagnies mutuelles.

Certes l'État doit encourager la constitution des assurances agricoles, mais est-il nécessaire de le faire

intervenir autrement que pour aider de ses subsides les efforts de l'initiative privée ainsi qu'il le fait maintenant et la caisse centrale supprimerait-elle les subventions ? Nous ne le croyons pas et mettre à la charge du gouvernement la création de caisses n'est-ce pas grever son budget d'une somme importante, compliquer le fonctionnement de l'administration, aboutir à la création de nouveaux emplois et de charges nouvelles ?

CHAPITRE V

La Mortalité du Bétail

Les chiffres des statistiques font ressortir le grand nombre de sociétés d'assurance contre la mortalité du bétail qui existent à l'heure actuelle. C'est que l'assurance mortalité, en même temps qu'elle répond à une nécessité impérieuse est de beaucoup la plus facile à organiser par cela même qu'elle présente moins de risques et qu'elle se prête davantage aux petits groupements. C'est elle qui a permis à nos agriculteurs de se familiariser avec les principes de la mutualité et d'en apprécier tous les bienfaits.

La petite société communale d'assurance contre la mortalité du bétail a été, en quelque sorte, le champ de démonstration de l'assurance agricole.

La mortalité du bétail est un des risques les plus considérables auxquels journellement sont exposés les agriculteurs. Non seulement, en effet, le bétail représente une valeur et est précieux par cela même, mais encore c'est un des principaux facteurs de la production.

Qu'arrive-t-il à la suite d'une mortalité assez forte se produisant dans une étable ?

Pour le grand propriétaire la perte ne sera pas trop sensible, avec les bénéfices qu'ils a précédemment réalisés, d'autre part, il se crée un fonds de réserve qui lui permet le cas échéant de parer aux événements malheureux de cette nature. Il passera son animal décédé aux profits et pertes, aussi la plupart du temps ne s'assurera-t-il même pas, il craindra de payer pour les petits et il faut bien reconnaître que l'assurance lui est peu utile.

Mais pour le petit cultivateur, pour celui qui n'a dans son étable que quelques animaux, la situation sera toute différente. S'il n'est pas assuré, craignant le retour de pareils accidents il limitera son bétail, il réduira sa culture fourragère. Le résultat en sera une diminution dans la production générale, et si pour réparer ses pertes le cultivateur est obligé de recourir au crédit il ne le fera qu'avec beaucoup de modération.

La perte sera moins sensible pour lui, si par l'assurance elle est répartie entre tous et jamais elle ne sera suffisante pour amener le paysan à réduire l'effectif de son étable.

On voit donc toute l'importance que présente la mortalité du bétail, mais une autre question se pose immédiatement : ce risque est-il assurable ?

Maintenant la question est généralement résolue par l'affirmative, mais on a beaucoup hésité et beaucoup discuté sur ce point, et des auteurs, d'une com-

pétence incontestable en cette matière, ont déclaré que le risque mortalité n'était pas assurable.

A l'appui de leur opinion ils faisaient valoir une double série d'arguments.

Il est difficile, disaient-ils, de fixer la valeur du risque, qui, faible dans certaines régions et à certaines époques peut prendre au contraire des proportions énormes en temps d'épizooties. Les statistiques pour la fixation des tarifs, qui doivent suivre les chances des mortalités, sont très variables suivant les régions, ces statistiques existent à peine.

Ce dernier argument avait quelque valeur au début alors que les statistiques étaient encore incomplètes, insuffisantes, mais maintenant elles donnent une précision assez grande pour que l'on puisse connaître toute l'étendue du risque.

Les contestations, disait-on, d'autre part seront grandes entre assureur et assuré pour fixer la valeur du sinistre, il faudra tenir compte en cette matière du risque subjectif, du risque qui résulte du fait même de l'homme.

Ce dernier argument est facile à réfuter. Nous devons tout d'abord constater que le risque subjectif tend à diminuer et ceci grâce surtout à l'extension donnée à l'instruction qui, peu à peu, fait disparaître la routine, qui tend également à faire comprendre au cultivateur quel est son propre intérêt, qui lui fait connaître la meilleure façon de prendre soin de ses

animaux, qui fait donner à ceux-ci une meilleure hygiène.

Mais en cette matière il faut encore tenir compte de la fraude, rien de plus simple que de substituer un animal mort, non assuré, à celui qui est assuré mais qui est encore vivant.

Toutes les sociétés d'assurance mutuelle qui se sont constituées ont cherché à diminuer le risque subjectif et ceci en employant un procédé très simple, que le fait de l'homme provienne de la routine ou de la fraude. Elles arrivent à les supprimer complètement, en ne garantissant pas contre les accidents ou les maladies qui proviendraient du manque de soins, des mauvais traitements ou des excès de travail.

C'est ainsi que nous lisons dans les statuts de « l'Union Agricole » de la Tranche-sur-Mer (Vendée) à l'article 16: « S'il était reconnu que par brutalité, un associé ou ses subordonnés auraient estropié un animal assuré ou qu'ils l'auraient laissé périr par faute ou négligence, le dit assuré serait immédiatement rayé du registre et n'aurait droit à aucune indemnité. » L'article 15 des mêmes statuts vise le manque de soins: « Tout sociétaire ayant des animaux malades, si ceux-ci sont bêtes de travail, il ne pourra s'en servir qu'à l'époque fixée par le traiteur. Si l'assuré venait à enfreindre cette prescription ou à ne pas faire usage des médicaments ordonnés par le traiteur, l'as-

suré perdra en cas de mort du ou des animaux le quart de la valeur évaluée. »

L'assurance ne saurait en aucun cas être pour l'assuré une source de bénéfices, il ne peut prétendre à une indemnité plus forte que la perte réelle qu'il a éprouvée. Si la valeur inscrite dans la police se trouve être supérieure à la valeur de l'objet sinistré l'indemnité n'est réglée que sur la valeur réelle.

Outre les pénalités qui sont prévues par la plupart des statuts (amende ou suppression de rétribution, exclusion de la société) dans certains cas déterminés comme fausse déclaration ou substitution d'un animal à un autre, les sociétés, pour éviter encore la fraude, laissent l'assuré être son propre assureur pour une partie au moins de sa perte. C'est en vue d'obtenir ce résultat que la plupart des mutuelles ont été amenées à ne rembourser aux sinistrés qu'une partie seulement de la valeur assurée. Généralement, et nous en avons de nombreux exemples les sociétés ne paient que 75 ou 80 % de la valeur déclarée dans les polices soit les $\frac{4}{5}$ de cette valeur. Dans la Meurthe-et-Moselle les $\frac{3}{4}$ seulement sont remboursés.

Nous pouvons donc dire que la mortalité du bétail réunit toutes les conditions exigées par de Courcy pour qu'un risque soit assurable. C'est en effet un risque permanent, actuel, incertain, qui peut être évalué avec une suffisante précision et qui n'est que partiel.

Mais cette dernière condition ne semble pas être remplie dans les cas d'épizootie, et ceux-là même qui admettent que la mortalité du bétail est assurable font des restrictions lorsqu'il s'agit des épidémies.

« Ce dernier fléau, dit M. de Courcy, a le caractère de laisser le cultivateur dans une parfaite sécurité jusqu'au moment où le danger apparaissant n'est plus un risque mais l'imminence d'un désastre. Tant que le bétail sera sain dans la région, le cultivateur s'abstiendra et l'on n'obtiendra pas du paysan breton qu'il se cotise au profit des bergeries du Berry. Mais si la maladie envahit les cantons voisins et gagne de proche en proche aussitôt la panique s'emparera des campagnes et les demandes d'assurances afflueront. »

On est donc tenté de penser que l'épizootie n'est pas assurable, et cependant c'est bien un fléau incertain, actuel, fortuit, mais c'est un fléau devant lequel l'assureur devra prendre des précautions particulières, ne pas garantir si l'épidémie s'étend aux régions voisines. Et cependant on voit des assurances lutter facilement contre les épizooties et on a vu des mutuelles se former et prospérer après ces événements malheureux comme la mutuelle de la Mothe Achard créée en Vendée par Lausier en 1879 à la suite d'une épidémie de pleuro-pneumonie.

C'est devant les cas d'épizootie que l'on peut saisir toute l'importance de la réassurance qui répartit entre un plus grand nombre d'adhérents, entre plusieurs

cantons les pertes qui peuvent être subies par une société communale. On comprendrait mieux aussi la création d'une caisse centrale, que celle-ci soit créée par le gouvernement ou que ce soit l'initiative privée qui la constitue et qui régulariserait les pertes lorsque l'épidémie s'étendrait sur un champ plus vaste.

Comment va-t-on réaliser l'assurance mortalité du bétail ?

Pour la garantie de ce risque, de même que pour la grêle ou l'incendie il s'est fondé des Compagnies commerciales à primes fixes et l'on avait fondé un grand espoir sur la réussite de celles-ci. Chaufton disait en 1890 dans son livre *Des Assurances* (1). « Les assurances agricoles sont encore dans l'enfance, dans tous les pays nous trouvons une quantité considérable de petites associations mutuelles sans vitalité qui assurent contre la grêle ou la mortalité du bétail. Il est indispensable que les Compagnies par actions, avec la force d'initiative que leur donnent de puissants capitaux s'emparent de ce domaine inexploré pour y introduire le mouvement et la lumière. »

Cependant toutes les compagnies de ce genre qui se sont formées n'ont donné aucun résultat et ont vite été acculées à la faillite. En 1880, par exemple, se créaient « l'Union nationale » et le « Comptoir Agri-

1. Chaufton, *op. cit.* : *Des Assurances*, t. I, p. 468.

cole », mais en 1882 l'Union nationale devait cesser ses opérations, la « Conservatrice » qui était apparue vers la même époque après avoir un instant végété ne tarda pas, elle aussi, à faire de mauvaises affaires.

L'assurance agricole n'est pas encore d'un usage courant, elle n'a pas jusqu'ici été recherchée par la grande masse des agriculteurs et il en résulte que pour arriver à un chiffre d'affaires suffisant, les Compagnies sont obligées de recourir à une propagande très dispendieuse.

Puis, ainsi que nous le disions plus haut, la fraude est facile dans ce genre d'assurance, la substitution d'un animal à un autre est aisée, les fausses déclarations ne sont pas rares. Pour éviter toutes ces sortes de supercheries les Compagnies doivent recourir à un contrôle des plus rigoureux, très onéreux pour elles, mais qui généralement est bien insuffisant.

Ainsi, un chiffre d'affaires relativement faible eu égard à des frais généraux élevés et en outre des fraudes nombreuses, difficiles à éviter, telles sont les causes qui ont empêché les Compagnies commerciales à prime fixe de réussir.

A côté de ces sociétés qui échouaient ou même qui ne pouvaient pas parvenir à se constituer, il s'est formé des sociétés mutuelles et si toutes ne sont pas parvenues à atteindre le but qu'elles se proposaient, un certain nombre d'entre elles au moins a donné de bons résultats.

Certaines sont à prime fixe, c'est le plus petit nombre, d'autres sont à prime variable et généralement avec fixation d'un maximum, c'est-à-dire qu'en fin d'année ou en fin d'exercice les pertes subies sont réparties entre tous les sociétaires, proportionnellement aux valeurs qu'ils ont assurées, mais dans le cas où les pertes deviennent trop considérables, dépassent un certain taux, les sociétaires ne sont plus tenus d'en rembourser intégralement le montant et ne versent que la somme maximum déterminée par les statuts.

Qu'elles soient à prime fixe ou à cotisation variable, ces sociétés sont des mutuelles, c'est-à-dire des sociétés formées par une réunion de propriétaires qui mettent en commun leurs risques et s'obligent à supporter, proportionnellement à leur intérêt respectif, le préjudice que l'un d'eux pourrait subir, des sociétés dans lesquelles, suivant l'article 3 de la « Libérale du Lanyon » en Vendée, « les assurés sont eux-mêmes assureurs puisqu'ils s'assurent mutuellement leurs bestiaux contre la mort provenant d'accidents ou de maladie ».

Les deux catégories de mutuelles varient cependant sur certains points, dans les sociétés à cotisation variable, chaque assuré ne connaît qu'en fin d'exercice ou en fin d'année la somme qu'il aura à verser et cette somme est variable avec le nombre et l'importance des sinistres qu'ont éprouvé ses coassurés.

Dans la société à prime fixe au contraire, l'assuré verse une somme au delà de laquelle il n'est tenu à rien. Si cette somme est trop petite les assurés seront réduits au marc le franc. Ce n'est plus ici la cotisation qui varie, mais bien l'indemnité. Si la somme produite par les cotisations est au contraire trop grande il y aura un bénéfice qui pourra ou être rendu aux assurés ou mieux versé pour constituer un fonds de réserve.

Suivant l'étendue des territoires sur lesquels elles exercent leur action on peut diviser les sociétés mutuelles en deux catégories :

A. — Les mutuelles générales dont les opérations se répartissent sur une région importante, un groupe de départements, la France entière, quelquefois même l'étranger.

B. — Les mutuelles locales dont le champ d'action est plus restreint : l'arrondissement, le canton, souvent même la commune.

L'organisation des mutuelles générales, leur fonctionnement se rapprochent beaucoup de ceux des compagnies commerciales à prime fixe que nous venons d'examiner. Elles présentent les mêmes inconvénients et n'ont pas donné des résultats plus satisfaisants.

Fondées dans la forme des sociétés par actions, elles ont à leur tête un président, un conseil d'administration, assistés d'employés en nombre plus ou

moins considérable, toutes fonctions rétribuées et dont la rémunération doit être prélevée sur le montant des primes demandées aux adhérents. Elles ont dans les principales villes des agences, des succursales chargées de rechercher les contrats. Toute cette organisation est onéreuse, aussi n'ont elles pas prospéré plus que les compagnies commerciales à prime fixe. Dans les deux systèmes, frais généraux élevés, chiffre d'affaires minime, primes considérables demandées nécessairement aux sociétaires, 6, 7 ou 8 %, quelquefois davantage, de la valeur du bétail assuré, sans compter le paiement de surprimes dans certains cas déterminés par les statuts. Et souvent ces sociétés ne paient même pas en cas de perte les 4/5 de la valeur assurée. Enfin, souvent elles introduisent dans leurs contrats des clauses gênantes et difficilement acceptables.

Malgré tous ces inconvénients, il existe un petit nombre de sociétés de ce genre et qui réalisent quelques affaires : L'Avenir, la Garantie Fédérale, l'Association agricole, le Bétail, la Caisse centrale, la Société des cultivateurs.

Néanmoins on ne recourt à leurs services qu'absolument contraint, quand par exemple on a consacré à l'achat du bétail une grande partie de son avoir, ou quand pour cet achat on a déjà fait appel au crédit. On achète alors très cher la Garantie, mais on préfère encore cette situation au risque que l'on cou-

rait en cas de pertes d'être complètement ruiné.

Le meilleur système d'assurance qui peut être proposé contre la mortalité du bétail est sans contredit la mutuelle locale. Ici plus de formalisme, la société est formée entre individus qui se connaissent, qui vivent côte à côte qui à chaque instant ont sous les yeux le fonctionnement de la société, peuvent en apprécier les résultats. Ils se surveillent mutuellement et empêchent ainsi les fraudes de se produire. Plus de frais d'administration ou tout au moins des frais minimes, aucune fonction n'est salariée, les expertises, les inspections sont gratuites seul un secrétaire recevra généralement une légère rétribution en compensation du temps qu'il a passé au service de la Société. On pourra avec une telle organisation demander aux adhérents une somme peu élevée et leurs risques seront couverts d'une manière aussi complète qu'avec les grandes mutuelles.

Le principe qui doit présider à l'organisation de cette institution est d'opérer par groupement local, c'est-à-dire en prenant pour circonscription la commune ou le canton de telle sorte que les assurés soient assez près les uns des autres pour se connaître et ne s'engager qu'à bon escient. Néanmoins il faut se garder de tomber dans l'extrême opposé, dans l'exagération qui aboutirait à la création de plusieurs sociétés similaires dans le même rayon, car alors ces sociétés dispersent leurs efforts et au lieu de les

réunir et de les concentrer vers un même but elles se paralysent réciproquement et aucune ne se trouve en état de rendre les services en vue desquels elle a été constituée. Les subventions que l'Etat donne à ces sociétés n'ont de raison d'être, d'autre part, que si elles sont productives, si elles servent à provoquer des créations utiles, elles ne doivent en aucun cas avoir pour résultat de donner une existence factice et passagère à des entreprises qui dès l'origine seraient frappées de stérilité et qui ne pourraient compter que sur l'Etat pour assurer le paiement des indemnités en cas de sinistre.

Nous devons malheureusement constater que cette division est très fréquente et nous avons sous les yeux l'exemple d'une petite commune de la Vendée : Serigné qui compte quatre sociétés locales, lesquelles divisent leurs efforts, et qui, si elles étaient réunies grouperaient 251 membres et assureraient un capital de 160.000 francs.

Dans la Vendée l'expérience a démontré qu'il convient d'opérer sur un ensemble de 1.500 à 2.000 têtes de bétail afin d'obtenir une répartition assez régulière des sinistres.

Qu'il s'agisse de sociétés à prime fixe ou à cotisation variable on peut les subdiviser en un grand nombre de catégories suivant que la prime sera perçue par tête de bétail, par capital ou valeur assurée, selon que le bétail est classé en séries. Mais cette

classification sans aucun intérêt serait d'autre part très difficile à établir aussi nous contenterons-nous d'examiner un certain nombre de types de sociétés mutuelles d'assurances contre la mortalité du bétail.

Un des modèles les plus simples nous est donné par des associations, d'origine ancienne qui fonctionnent dans les Landes sous le nom de Cotises ou de Consorcees. Ce sont des organisations primitives, d'un rayon restreint, embrassant un hameau ou une commune, d'un fonctionnement des plus rudimentaire. Elles assurent les bœufs et les vaches, mais elles ne demandent aucune cotisation préalable. Le bétail est estimé publiquement tous les trois mois par l'assemblée générale des sociétaires et chaque fois qu'un associé perd un animal les assurés versent pour le dédommager une part proportionnelle à la valeur de leur étable. Ces sinistres sont payés tous les six mois. La plupart de ces sociétés fonctionnent sans acte social, sans statuts, c'est le système le plus rudimentaire.

A Loc Maria, dans le Morbihan est appliqué un mécanisme à peu près identique. La société assure les chevaux et garantit en cas de sinistre le paiement intégral de l'animal, il n'y a pas ici non plus de cotisation fixe ni préalable, en cas de sinistre, huit jours après l'événement le crieur public annonce sur la place du village que le dimanche suivant chaque sociétaire devra verser une somme proportionnelle

aux valeurs assurées par lui, pour réparer le dommage causé.

Dans la Vendée, de nombreuses mutuelles se sont fondées qui ne demandent pas de cotisation fixe et comme type nous prendrons « l'Agricole » des Sables-d'Olonne dans laquelle aux termes de l'article 12 des statuts, « les cotisations consistent dans le remboursement semestriel par tous les membres, chacun proportionnellement à la valeur de ses bestiaux, des animaux perdus dans le semestre écoulé ». La société ne demande donc pas le paiement de cotisation fixe, chacun ne connaît le montant de sa quote-part qu'en fin d'exercice, c'est-à-dire à la fin du semestre. L'Agricole assure le paiement des $\frac{4}{5}$ seulement de la valeur des animaux assurés et elle fixe un maximum de cotisation qui, en cas d'épidémie, ne pourra pas être dépassé et qui est fixé à 3 francs pour 100 francs de valeur assurée et par an.

Ce sont les mêmes principes qui régissent la société : « La Prévoyance hippique de Saint-Avaugourd des Landes. Comme son nom l'indique cette assurance n'a en vue que les animaux de l'espèce chevaline, elle réunit quatorze sociétaires et garantit un capital de 10.000 francs. Aucune cotisation n'est demandée aux adhérents mais la quote-part demandée à chacun ne pourra pas dépasser 1 fr. 50 % par semestre soit 3 % par an. Mais la société ne dispose que de ressources limitées aussi n'assure-t-elle pas pour une

somme supérieure à 600 francs et elle garantit 80 % de la valeur de l'animal si celui-ci est âgé de moins de quinze ans alors qu'elle ne garantit que 60 % si l'animal a plus de quinze ans ou s'il est exposé journellement à un travail pénible comme les chevaux des charretiers ou des loueurs.

Les statuts qui régissent la plupart des mutuelles vendéennes ont été copiés sur ceux de « la Fraternelle de la Mothe Achard » fondée par Lausier.

Ces statuts établissent qu'aucune cotisation préalable ne sera perçue. Les assurés ne versent qu'après sinistres, ils se réunissent deux fois par an et à chacune de ces réunions le président additionne les pertes subies et en répartit le total entre tous les adhérents proportionnellement à la valeur de leur étable. Cette valeur est arrêtée par la société elle-même au début de chaque semestre. La société paye à chaque assuré ayant éprouvé des pertes et à la première réunion les $\frac{4}{5}$ seulement de la valeur des animaux perdus, déduction faite du prix qui aura pu être retiré de la viande et de la peau. L'animal aura été estimé au cours du jour par trois sociétaires voisins appelés au début de la maladie.

Il n'y a ni fonds social, ni caisse, ni cotisation fixe, les adhérents ayant seulement à rembourser tous les six mois proportionnellement à la valeur de leurs bestiaux les $\frac{4}{5}$ de la valeur des animaux perdus pendant le semestre écoulé. Lors de la réunion, cha-

que sociétaire, à l'appel de son nom vient verser au président sa cotisation ainsi déterminée par une opération mathématique des plus simples. Le total des cotisations étant égal au total des indemnités à payer, le président appelle les sinistrés et leur verse individuellement, séance tenante, le montant de ce qui leur revient.

Aucune fonction n'est rémunérée, le Président, les surveillants de section, les sociétaires chargés de faire les expertises fournissent gratuitement leurs services à la collectivité.

La société de la Mothe Achard débuta à la suite d'une épidémie grave, dans de mauvaises conditions, avec 34 sociétaires et un capital assuré de 82.000 fr, Le nombre de ses adhérents s'est progressivement élevé, et en 1897 il atteignait 263, assurant un capital de 348.500 francs, depuis, ce chiffre a légèrement diminué par suite de la création d'une mutuelle rivale à La Mothe Achard.

L'exemple donné par Lausier en Vendée a porté ses fruits. En 1879 lorsque fut constituée la Fraternelle de la Mothe Achard il n'existait dans le département que douze mutuelles, mais en 1883 une autre société se fonde à Avrillé, en 1888 à Monchamps, en 1889 à Oulmes et à Chantonay-Est, en 1890 à Chantonay-Ouest, en 1891 à la Roche-sur-Yon, les Essards, Challans, en 1892 à Mareuil et Sainte-Hermine.

Cette année-là la Vendée comptait 5.935 assurés

avec un capital de 6.385.902 francs, en 1900 on comptait 111 sociétés avec 12.013 adhérents et 12.163.092 fr. de capital. En 1910 on atteignait 230 sociétés, 22.685 sociétaires et 30.756.200 francs de capital. L'année 1911 enfin a vu encore la mutualité agricole prospérer en Vendée qui compte maintenant 255 sociétés groupant 23.877 sociétaires et qui garantit un capital de 32.457.100 francs.

Dans l'Orne, à Ceaucé il s'est fondé une société semblable aux sociétés Lausier en Vendée. Cette caisse s'est constituée le 7 octobre 1894 et comprenait après dix mois d'exercice 250 cultivateurs qui assuraient 600.000 francs de capital. Elle présente ceci de particulier c'est qu'elle comprend deux caisses distinctes qui opèrent parallèlement, l'une concerne l'espèce chevaline, l'autre l'espèce bovine. Tout possesseur d'animaux peut assurer son étable ou son écurie à toutes les deux à la fois.

La société a reçu du Conseil municipal de Ceaucé une subvention qui a été répartie entre les deux caisses en proportion du chiffre assuré au début, il devra en être de même des dons et legs, des allocations.

Au début du semestre une commission établit la valeur séparée de l'étable ou de l'écurie assurée pour chaque sociétaire, défalcation faite des jeunes animaux de moins d'un mois. C'est sur ce prix d'estimation que sera basée la répartition proportionnelle donnant la quote-part de chaque associé dans le paie-

ment des pertes faites pendant chaque semestre. Cette base restera invariable tant que l'assuré occupera la même exploitation agricole. En cas d'augmentation ou de diminution notable de la surface cultivée, il sera procédé à une nouvelle estimation que la société peut du reste toujours ordonner.

Dès qu'un assuré a un animal sérieusement malade il doit en informer trois sociétaires, ses plus proches voisins qui estiment l'animal au cours du jour. Si l'animal vient à périr la constatation en est faite par les trois mêmes personnes et consignée en un certificat signé par elles, lequel certificat est remis à la Société dans les quarante-huit heures.

En principe, la société n'assure que 50 % de la valeur des pertes et, en vue de faire face au paiement de ces indemnités, elle demande à ses adhérents une cotisation variable, mais qui ne peut être supérieure à 2 % de la valeur de l'étable par semestre soit 4 % par an. Ces quotes-parts sont exclusivement employées au paiement des sinistres. Si les quotes-parts ajoutées aux subventions, dons et legs de la société ne sont pas suffisantes pour couvrir les 50 % des pertes faites, le paiement de celles-ci est réduit proportionnellement dans une limite à fixer par le bureau de la société.

Nous n'avons examiné jusqu'ici que des sociétés ne demandant pas de cotisation préalable et cependant nous voyons que si elles sont nombreuses, elles

présentent des inconvénients. Si un des sociétaires se refuse, au moment du paiement des indemnités, c'est-à-dire en fin d'exercice à verser sa quote-part l'association sera faiblement armée pour en poursuivre le recouvrement par la voie judiciaire, elle n'aura d'autre ressource que d'exclure le sociétaire.

Ces sociétés présentent un second inconvénient, n'ayant pas de fond de caisse, le sinistré doit attendre assez longtemps pour obtenir le paiement de son indemnité et ici apparaît la nécessité du crédit agricole à côté de la prévoyance contre la mortalité.

A Saint-Amand de Boixe, en Charente, s'est constituée une société en 1895 qui assure les chevaux, les bœufs, les porcs et les moutons. Ces divers animaux sont répartis en quatre catégories qui ont chacune une caisse spéciale. En cas de sinistre une indemnité des $\frac{4}{5}$ est payée aux propriétaires de chevaux, pour les autres animaux l'indemnité payée représente la totalité de la perte éprouvée. Nous voyons apparaître dans cette société la cotisation fixe, mais cotisation qui varie cependant chaque année et qui est fixée par l'assemblée générale. Aucun maximum n'est prévu et si la valeur est insuffisante la perte est supportée proportionnellement au prorata des valeurs assurées.

C'est un système analogue, avec minimum de cotisation fixe, qui fonctionne dans la commune de Mos-

nes en Indre-et-Loire et qui a servi de modèle aux nombreuses sociétés formées en Touraine.

La société a pour but d'indemniser de leur perte les possesseurs d'animaux de l'espèce bovine, chevaline asine et mulassière lorsque ces pertes résultent de maladies, d'accidents ou de suite d'opérations ayant pour but la conservation de l'animal.

La société assure à chaque sinistré 80 % de la valeur des animaux perdus, mais il est déduit de la valeur constatée de l'animal en plus des 20 % le prix que le cultivateur aura pu retirer des dépouilles, viande, peau ou toute autre indemnité qu'il aura pu toucher de l'État ou d'une assurance quelconque.

Une évaluation des animaux est faite chaque année par les propriétaires et est contrôlée par une commission spéciale. Le paiement des pertes est fait un mois après le sinistre et le décompte en est établi quinze jours avant la réunion générale, dans aucun cas la somme versée par chaque assuré ne sera supérieure à 1 fr. 50 % du capital.

Chaque sociétaire, outre un droit d'entrée minime de 0 fr. 25 % de capital est tenu chaque semestre de faire un versement de 0 fr. 60 % soit 1 fr. 20 % par an. Si les dépenses et les pertes de la société n'absorbent pas cette cotisation entièrement le surplus sera versé au fonds de réserve. Si au contraire les dépenses sont plus fortes chaque sociétaire est tenu à la fin du semestre de payer une quote-part, de façon à

compléter la cotisation semestrielle jusqu'à concurrence de 0 fr. 75 % du capital assuré soit 1 fr. 50 % par an. Si cette cotisation ne suffisait pas, il serait fait appel au fonds de réserve, mais ce n'est qu'exceptionnellement et en cas d'épidémie seulement qu'un versement plus considérable, qui peut atteindre 1 fr. 50 par semestre pourra être demandé aux adhérents et seulement après une décision spéciale de l'assemblée générale à ce sujet.

Le développement de l'assurance contre la mortalité du bétail a été rapide en Indre-et-Loire qui, en 1909 ne comptait que 55 sociétés groupant 5.962 membres et assurant un capital de 8.735.115 francs. En 1911 le chiffre des sociétés a atteint 82 et la valeur des animaux assurés 13 millions de francs. La prime annuelle est en moyenne de 1 fr. 40 %.

Nous aurions encore de nombreux exemples de sociétés à prime fixe :

Dans la Savoie une caisse fondée par Allard groupe des propriétaires de bœufs et de chevaux. La cotisation varie, elle est de 1 % pour les bœufs et 1 fr. 50 % pour les chevaux. Le sinistré touche les 3/4 de la perte subie, de la perte réelle qui s'obtient en déduisant les indemnités qu'il pourrait toucher de l'État ou du département ou de la vente des dépouilles.

Dans la Haute-Savoie à Poisy fonctionne une société à cotisation fixe établie suivant le nombre de têtes de bétail assuré. Seuls les animaux de l'espèce

bovine sont visés et la société rembourse 80 % de la perte subie. La cotisation demandée est de 0 fr. 50 % pour les génisses, 1 % pour les vaches et les bœufs, mais dans cette société une clause est stipulée sur les inconvénients de laquelle il n'est pas besoin d'insister, la viande des animaux doit être partagée entre tous les assurés si elle est jugée utilisable. Cette même clause se rembourse dans un certain nombre de sociétés, dans celle de Laveline en particulier.

Le syndicat du Doubs procède d'une façon différente pour établir la cotisation, il considère la valeur de l'animal et fixe ainsi qu'il suit :

- 1 franc pour les animaux de moins de 200 francs ;
- 2 francs pour les animaux de 200 à 400 francs ;
- 3 francs pour les animaux de plus de 400 francs.

Les sinistres sont réglés en fin d'exercice; du total des versements on déduit les frais généraux occasionnés par la caisse, 5 % pour le fonds de réserve et le reste est versé aux assurés proportionnellement à la classe à laquelle ils sont assurés. Les primes sont dans le rapport de 1. 2. 3. On multiplie par leurs coefficients respectifs les sinistres survenus, on additionne et l'on voit en combien de parts on doit répartir la somme à partager 1 pour 1, 2 pour 2... Le maximum de perte est 75 %.

L'assurance bétail fonctionne maintenant dans toutes les régions, son organisation est très avancée et dans un certain nombre de départements il existe

des fédérations ou des caisses de réassurance prenant à leur charge, dans certains cas déterminés, une partie des risques des sociétés locales. C'est l'assurance au deuxième degré dont nous avons vu le fonctionnement et que l'on s'efforce de développer partout où elle fait encore défaut.

CHAPITRE VI

L'Incendie

L'incendie est un événement fortuit, incertain, partiel, qui peut être évalué avec une suffisante précision. C'est donc un risque qui répond à toutes les conditions nécessaires pour pouvoir être assurable et cette question ne se pose même plus devant les progrès faits par l'assurance incendie.

Une question plus délicate reste à résoudre et elle a donné lieu à de nombreuses discussions : les sociétés d'assurance mutuelle agricole peuvent-elles réaliser l'assurance de ce risque ?

Ces sociétés ont été créées et ont fonctionné tout d'abord en vue de l'assurance mortalité du bétail, risque agricole par excellence, puis peu à peu, elles ont étendu leur champ d'action jusqu'au risque incendie. Mais ce progrès n'a pas été sans soulever des protestations de la part des compagnies rivales.

L'incendie peut-il être considéré comme un risque agricole ? Le législateur n'a pas cru devoir préciser le sens de ce dernier terme, aussi peut-on envisager la question à un triple point de vue.

Les objets soumis au risque agricole sont tous ceux qui servent à la culture de la terre ainsi que les bâtiments servant à l'exploitation, où sont rangés ces objets. Il n'y a donc pas lieu ici de s'enquérir de la profession du propriétaire, peu importe qu'il soit ou non cultivateur, du moment que les objets sont en rapport direct avec le travail des champs, ils sont soumis au risque agricole.

Une mutuelle agricole peut par exemple et sans contestation possible assurer les machines achetées en commun, les bâtiments et dépôts servant à des syndicats agricoles, les meuneries agricoles tout aussi bien que les charrues et les instruments aratoires que le cultivateur a remisés dans sa grange.

Cependant, un cultivateur a toujours dans sa maison un certain nombre d'objets qui lui sont propres et qui n'ont aucun rapport avec l'agriculture, tels que son linge, ses meubles et ici il semble qu'il faudra tenir compte de la profession du propriétaire, il faut que tous les agriculteurs puissent assurer outre leurs risques agricoles, leur maison et leur mobilier, mais devra-t-on autoriser cette assurance pour ceux qui exercent une profession connexe à l'agriculture : les tonneliers, les charrons par exemple ?

Enfin un cultivateur a souvent une profession accessoire, il est maçon, débitant par exemple et si l'on veut se conformer strictement aux termes de la loi de 1900, il semble qu'il va être obligé alors de rédi-

ger deux polices : une pour ses risques proprement agricoles et une autre pour les risques rentrant dans l'exercice de la profession accessoire, d'où de nombreux inconvénients. Ainsi le cultivateur maçon a chez lui des instruments aratoires et des outils de maçon, il lui faudra faire deux polices ce qui entraînera des frais et des difficultés pratiques. Ne pourrait-on pas décider qu'un cultivateur qui exerce une autre profession pourra assurer à la mutuelle les risques qui rentrent dans l'exercice de ce métier, pourvu qu'ils n'excèdent pas une certaine somme, $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{4}$ du total de la somme assurée?

Toutes ces discussions ont eu leur écho devant les tribunaux, les syndicats d'agents d'assurances attaquant pour concurrence illicite les administrateurs des caisses d'assurance mutuelle agricole contre l'incendie.

Le tribunal de Chaumont, dans une affaire de ce genre, par jugement du 17 juillet 1906, a débouté les agents d'assurances de leur demande, les a condamnés aux dommages-intérêts et dépens et la Cour de Dijon par un arrêt de mars 1908 a confirmé ce jugement.

Les discussions parlementaires, les consultations juridiques qui leur ont servi de base ont fini par fixer un certain nombre de points obscurs ou douteux et ce n'est qu'à ce moment que le développement des sociétés d'assurance contre les risques agricoles de l'incendie a suivi une proportion qui dépasse celle que

nous avons pu observer pour les mutuelles bétail.

Un grand nombre de sociétés se sont fondées et l'on peut les diviser en plusieurs groupes, se ramenant toujours du reste dans la grande classification en sociétés à cotisation variable et sociétés à prime fixe.

De même que nous avons vu les Cotises des Landes pour la mortalité du bétail, de même nous trouvons pour l'incendie des sociétés à forme rudimentaire sans cotisation préalable, c'est à peine de l'assurance, c'est seulement l'engagement pris par un certain nombre d'habitants d'une localité de verser à celui qui sera victime d'un sinistre une somme fixe qu'ils répartiront entre eux tous.

Cette organisation primitive, nous la trouvons à Musculdy, petit village des Basses-Pyrénées où 23 habitants sur 400 ont pris l'engagement de verser 200 francs en cas de sinistre survenu à l'un d'eux, nous la trouvons aussi à Ordiqp où le même engagement mais jusqu'à concurrence de 100 francs seulement a été pris par une vingtaine d'habitants.

Dans les communes de la Loire-Inférieure, un système d'assurances mutuelles contre l'incendie des fourrages repose sur le même principe : les dommages sont répartis proportionnellement entre tous les associés au prorata de l'avoir de chacun. Ces mutuelles que l'on trouve à Couffé, à Messaugé, à Ligné, ont ceci de particulier c'est qu'elles sont spéciales aux fourrages et que l'indemnité doit être remboursée en

nature, elle doit d'autre part être payée immédiatement.

Le fonctionnement de ces sociétés est des plus simples ; à une certaine époque l'assuré déclare la contenance de son exploitation, la quantité et la qualité de son fourrage. Cette déclaration sert à établir le montant de l'indemnité que l'assuré devra rembourser en cas de sinistre et qui sera établie en totalisant toutes les quantités et en répartissant à tant pour cent des quantités à remplacer.

En Auvergne une organisation tout à fait particulière existe. Des groupes de paysans s'associent entre eux, ils sont plus ou moins nombreux, de vingt-cinq à cent en général, et ils ne s'associent pas par village mais suivant la confiance réciproque qu'ils s'inspirent, ils ne doivent pas être du reste trop proches voisins les uns des autres, puisque chaque association n'assure deux individus que si leurs maisons sont éloignées d'au moins 100 mètres l'une de l'autre.

Aucune cotisation préalable n'est réclamée aux adhérents et il n'y a aucun frais. Dans chaque commune deux experts désignés par les sociétaires exercent gratuitement leurs fonctions ainsi du reste qu'un secrétaire qui ne s'occupe que des écritures et des recouvrements qu'il peut y avoir lieu de faire.

Le règlement des sinistres est des plus simples, les experts sont prévenus qu'un sinistre s'est produit et le premier dimanche qui suit ils évaluent le sinis-

tre, le second dimanche ils préviennent chacun dans leur commune, les membres de la somme qu'ils vont avoir à verser et ils la perçoivent. Le soir même le sinistré touche le montant de son indemnité qui est payée par chaque assuré à portion égale ou au marc le franc de la valeur assurée. L'indemnité ne peut être supérieure à 2.000 ou 3.000 francs.

Dans le département de l'Ain on trouve encore de ces mutuelles sans cotisation préalable, à Mauziat par exemple, où « la cotisation consiste dans l'engagement pris par les contractants de se garantir mutuellement de l'incendie et de payer le contingent qui sera fixé à raison des sinistres qui surviendraient dans la société ».

A côté de ces mutuelles, de ces engagements informels pris par quelques personnes nous trouvons les sociétés à cotisation préalable dont le département de l'Ain en particulier nous fournit de nombreux exemples. La mutualité a fait dans l'Ain de grands progrès puisque ce département compte maintenant 227 sociétés contre la mortalité du bétail, une contre la grêle et 3 contre les accidents du travail, enfin 61 contre l'incendie assurant 54.320.170 francs de capital alors qu'en 1903 deux sociétés contre l'incendie seulement groupaient 187 membres et assuraient 2 millions de capital. Dans d'autres départements comme l'Isère, les progrès ont été à peu près identiques : 6 sociétés seulement y fonctionnaient en

1903 avec 343 membres et 2 millions de capital assuré, maintenant, en 1911 ce département groupe dans 97 sociétés 3.676 membres et assure un capital de 29 millions.

Ce sont ces deux départements, auxquels il faut joindre celui de la Haute-Marne qui assurent le plus fort capital contre l'incendie, quoique ce ne soit pas eux qui ont le plus grand nombre de sociétés.

Les statuts des sociétés mutuelles contre l'incendie sont tous à peu près identiques, quant à l'administration, ou quant à la déclaration des sinistres, leur constatation, mais il y a de nombreuses variantes sur la façon dont sont établies les cotisations.

La part demandée à chaque adhérent peut être proportionnelle à la valeur assurée et être déterminée par une estimation préalable soit, par exemple, 1 ou 2 %.

La cotisation peut être fixée par des tarifs spéciaux qui ne sont en réalité qu'une estimation faite une fois pour toute et qui peut varier suivant la classe la nature et l'importance du risque.

On peut concevoir comme pour la mortalité bétail un maximum de cotisation au delà duquel le sociétaire ne saurait être tenu à rien, soit 3 ou 4 %.

La cotisation peut être fixe comme dans la société de Viriat où les assurés paient une prime pendant les deux premières années et demi prime seulement dans les années qui vont suivre.

De nombreuses sociétés, par des dispositions insérées dans leurs statuts frappent d'un droit d'entrée spécial les adhérents nouveaux, il est juste en effet qu'ils participent aux frais de premier établissement faits par les fondateurs puisqu'ils sont appelés à retirer de l'assurance les mêmes avantages que ceux-ci.

Les sociétés mutuelles d'assurance agricole contre l'incendie sont presque toutes groupées en fédération et réassurées par 26 caisses régionales, puisque ces 26 caisses réassurent 2096 locales alors qu'il n'en existe que 2.187, néanmoins les mutuelles incendies se sont créé des fonds de réserve importants, c'est ainsi que nous voyons que la société des Heynieux possède environ 80.000 francs de réserve celle de Communay 20.000 francs.

Certaines caisses, par une mesure de faveur, n'ont pas appelé de primes pendant quelques années, laissant ainsi leurs adhérents en bénéficiaire. C'est ainsi que la société d'Orthez, qui groupe 130 sociétaires payant environ 800 francs de prime a pu suspendre le paiement de celles-ci pendant sept années grâce à un fonds de réserve de 10.000 mille francs qu'elle s'était constitué.

De même la société de Viriat a laissé ses associés bénéficier d'au moins 50.000 francs en n'appelant pas un certain nombre de primes, grâce à un fonds de réserve de 15.000 francs réalisé sur ses 700 sociétaires.

L'assurance incendie a longtemps été pratiquée par les Compagnies commerciales à prime fixe ou mutuelles, mais après l'apparition de la loi du 4 juillet 1900 on se rendit compte que ces compagnies auxquelles les agriculteurs s'adressaient réalisaient sur eux un bénéfice considérable, leur demandaient un taux élevé et ne leur payaient que peu de sinistres, absorbant une grande partie des primes payées en frais d'administration. C'est alors que les cultivateurs du sud-est se réunirent à Lyon en un congrès et élaborèrent le projet d'une organisation et c'est sous cette influence que furent créées dans cette région un grand nombre de caisses locales à partir du mois de mars 1903.

Ces caisses locales ont toutes été formées sur le même modèle et elles s'étendent soit à une commune soit à une série de communes limitrophes si la commune n'est pas suffisante. Elles commencent à fonctionner, comme toutes les sociétés de ce genre, lorsqu'elles ont réuni un minimum de 7 adhérents.

Deux sortes de membres constituent ces sociétés, des membres effectifs qui participent à toutes les opérations de la société et des membres expectants. Ceux-ci sont déjà affiliés à une compagnie d'assurance, ils n'entrent dans la mutuelle qu'en payant un droit d'inscription qui est calculé suivant la prime qu'ils versent à la compagnie, ce droit est généralement fixé à $1/4$ de la prime mais ce droit d'inscription, ce $1/4$ ne doit pas sortir de la Caisse, il sera remboursé lors-

que l'assuré quittant définitivement la Compagnie paiera à la mutuelle sa première prime. Les membres expectants semblent n'avoir aucun avantage, cependant on doit remarquer qu'ils font partie de la société; ils n'en retirent pas un avantage immédiat, mais ils peuvent participer à son administration, ils ont le droit de vote et lorsque plus tard ils deviendront membres effectifs, ils seront dispensés de payer le droit d'entrée que l'on demande aux retardataires et qui ira de plus en plus en augmentant puisqu'il est proportionné aux réserves.

Toutes les sociétés fondées dans le sud-est l'ont été en mettant en pratique la loi du 4 juillet 1900 et celle du 21 mars 1884, ne groupant que des personnes exerçant la même profession, celle d'agriculteur; et comme elles ne réalisent aucun bénéfice, comme elles ont des frais d'administration seules elles peuvent demander des primes beaucoup moindres que celles inscrites aux tarifs des compagnies commerciales.

Ces caisses locales se réassurent à une société régionale dont le siège est à Lyon et qui porte le nom de « Caisse régionale du sud-est ». Elle groupait en 1910 359 sociétés réunissant 8.560 membres effectifs, 9.000 membres expectants et réassure un capital de 100 millions pour les membres effectifs et d'une somme égale pour les membres expectants.

La société régionale étend son action sur les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de

l'Isère, de la Loire, de la Haute-Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie et de la Haute-Savoie.

Lorsque les sociétés locales s'affilient à la Caisse régionale du Sud-Est, elles deviennent des sociétaires de cette dernière et doivent contribuer au paiement des charges sociales au prorata des risques qu'elles réassurent.

Le montant de la contribution due par chaque société est calculé d'après la valeur assurée par celle-ci et fixé à tant pour mille de cette valeur.

Avec le produit de ses cotisations propres la mutuelle locale ne peut faire face à tous ses risques, elle se décharge d'une partie de ceux-ci sur la caisse régionale. En principe dans l'organisation du Sud-Est, la caisse locale ne conserve que $1/10$ des risques assurés tout au moins pendant les premières années, pour lui permettre de se former un fonds de réserve, plus tard cette contribution peut être de $2/10$ si toutefois ces $2/10$ ne dépassent pas 3.000 francs. Une fois ce maximum atteint le paiement du surplus serait à la charge de la société régionale.

Mais les risques à couvrir par les mutuelles incendie peuvent être importants, la Caisse régionale elle-même pourrait avoir des difficultés pour y faire face, aussi a-t-on stipulé qu'elle ne pourrait conserver annuellement plus de 6.000 francs sur un même risque tant que la masse assurée ne dépassera pas

1 million, maintenant cette clause n'a plus d'importance puisque nous avons vu que le capital réassuré s'élève à 100 millions.

Les caisses régionales cependant ont jugé prudent de se réassurer elles-mêmes et elles l'ont fait en adhérant à de grandes mutuelles dont nous citerons les deux principales : La Caisse centrale d'assurances mutuelles agricoles et la Caisse nationale des agriculteurs dont le siège est à Paris.

Ces grandes mutuelles vont laisser à la caisse régionale une partie de ses risques, par exemple les $\frac{2}{10}$ et conservera pour elle le surplus. Si nous supposons une perte de 1.000 francs elle se trouvera ainsi répartie : $\frac{1}{10}$ sera supporté par la caisse locale soit 100 francs, $\frac{2}{10}$ seront supportés par la caisse régionale soit 200 francs. Le surplus sera couvert par la grande mutuelle soit 700 francs.

Et cette combinaison présente des avantages pour tous, les caisses locales et régionales y trouveront un réel soutien, mais une conséquence originale découle encore du système. Les petites mutuelles vont devenir les agents de la grande société à laquelle elles sont réassurées et celle-ci y trouvera un bénéfice, aussi n'hésitera-t-elle pas à les faire profiter des avantages qu'elle réserve à ses intermédiaires, elle leur donnera une commission ou une remise, dont les caisses régionales garderont une partie et dont elles abandonneront le reste aux locales.

Avec la forte organisation qui a été constituée, l'assurance-incendie a progressé d'une façon beaucoup plus considérable que l'assurance mortalité, elle débuta assez tard puisqu'en 1902 on ne comptait que 5 sociétés mais maintenant on arrive au chiffre de 2.187.

CAAPITRE VII

Assurance accidents

L'accident peut être défini : « Un événement imprévu qui, produit par une cause fortuite, extérieure, violente et involontaire occasionne des blessures ou même la mort à une personne (1). »

La définition même nous montre que le risque accident remplit toutes les conditions nécessaires pour pouvoir être assuré :

- 1° Il y a danger actuel ;
- 2° L'événement redouté est incertain ;
- 3° Le fléau est partiel ;
- 4° Le préjudice peut être évalué avec une suffisante précision.

Dans une exploitation agricole, plusieurs personnes sont susceptibles d'être victimes d'un accident.

Tout d'abord c'est le chef de l'exploitation lui-même, mais, en deuxième lieu, ce peut être un tiers, c'est-à-dire une personne avec laquelle le chef d'exploitation n'a aucun lien juridique et qui supportera

1. *Pandectes françaises*, t. IX, p. 663.

les conséquences de l'accident. Dans ce dernier cas la personne responsable sera le patron, le chef de l'entreprise, et cette responsabilité résultera des articles 1382 et suivants du Code civil.

Enfin en troisième lieu la victime d'un accident peut être un employé agricole. Celui-ci n'est pas soumis à la loi du 9 avril 1898 c'est donc encore les articles 1382 et suivants qui vont être appliqués sauf dans de rares cas prévus par la loi du 30 juin 1899 qui met à la charge de l'exploitant d'un moteur inanimé les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par ce moteur, mais encore faut-il qu'ils soient la conséquence de l'état du fonctionnement du moteur. C'est ainsi que ne saurait se prévaloir de la loi l'ouvrier blessé en roulant la machine avant la mise en marche du moteur.

En résumé, il y a donc trois risques à garantir pour l'assurance accident :

- 1° Celui qui atteint le chef d'exploitation ;
- 2° Celui qui résulte de la responsabilité civile du chef d'exploitation ;
- 3° Celui qui résulte de sa responsabilité à l'égard de ses ouvriers ou employés.

Nous pourrions donc grouper les assurances en deux catégories distinctes :

A. — L'assurance réparation qui procurera une indemnité à l'assuré ayant éprouvé un accident dont il aura à souffrir dans sa personne.

B. — L'assurance responsabilité civile qui garantira l'assuré de la responsabilité qu'il peut encourir au regard de ses ouvriers, employés ou domestiques ou au regard des tiers.

La plupart du temps, ces deux assurances, responsabilité et réparation seront contractées simultanément et cela se produit pour les assurances ouvrières, dans lesquelles le patron qui contracte au profit de ses ouvriers une assurance tendant à leur garantir une indemnité passe en même temps un contrat destiné à l'exonérer de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'occasion des accidents dont ils seraient victimes.

C'est ce même principe, ce même genre d'assurance que nous allons retrouver appliqué quand il s'agit des accidents agricoles.

La grande différence que nous trouverons entre les sociétés créées dans ce but et les assurances collectives industrielles résidera dans le mode d'établissement de la prime.

Celle-ci ne peut être établie par journée de travail ou par nombre de personnes employées dans la culture. Ce nombre en effet n'est pas fixe et ne saurait servir de base. Alors que pendant la période des labours ou des semailles, pendant celle des récoltes, un grand nombre de personnes travailleront aux champs, pendant l'hiver, période de morte-saison,

le chef de l'exploitation réduira la main-d'œuvre au strict minimum.

On ne saurait, non plus, pour fixer le taux de la prime se baser sur le montant du salaire payé aux ouvriers, chiffre encore variable, très élevé pendant la période de travail, très faible au contraire pendant la morte-saison.

Dans l'assurance agricole contre les accidents, la prime qui généralement sera payable d'avance sera établie à forfait et par nombre d'hectares cultivés par le souscripteur de la police. Ce dernier devra en cas d'augmentation du nombre d'hectares et sous peine de perdre tous ses droits en cas de sinistre en faire la déclaration à la société dans un délai déterminé par les statuts, pour que la cotisation soit augmentée d'une façon proportionnelle. En cas de diminution du nombre d'hectares la déclaration sera faite dans les mêmes conditions et la prime réduite.

Ce n'est plus ici le nombre de journées de travail, ni le tant pour cent sur le salaire qui serviront de base pour fixer le taux de la prime, c'est l'étendue de l'exploitation, mais il est un autre facteur dont il faut tenir également compte, c'est la nature de la culture. On doit établir une hiérarchie entre les terres cultivées, on ne saurait taxer au même tarif un hectare de vigne et un hectare de bois, les risques ne sont plus les mêmes, les personnes employées dans le bois sont peu nombreuses, n'y travaillent qu'une

faible partie de l'année il faut longtemps avant que le bois puisse se reproduire, aussi la prime demandée pour le bois sera inférieure à celle demandée pour la vigne ou pour un champ.

Actuellement, la législation sur les accidents du travail ne s'applique en ce qui concerne l'agriculture qu'aux accidents occasionnés par des moteurs inanimés (Loi du 30 juin 1899). Cette législation, et celle qui régit les sociétés faisant l'assurance des risques de cette nature entourent de garanties spéciales le paiement des indemnités et prescrivent le dépôt d'un cautionnement dont le montant peut être très élevé.

De petites sociétés mutuelles ne sauraient assumer les responsabilités et les charges imposées par ces lois, elles peuvent faire l'assurance accidents du travail régie par la loi de 1898 mais en fait toutes celles qui se sont formées la laissent en dehors de leur champ d'action, elles n'assurent que des risques limités et leurs indemnités à verser seront peu importantes.

La première société contre les accidents agricoles s'est fondée en 1891 à Orléans, elle a été créée par le syndicat des agriculteurs du Loiret. Cette association : « La Solidarité Orléanaise » mutuelle à cotisation fixe groupait au début les agriculteurs faisant partie des syndicats ou autres sociétés agricoles des départements du Centre.

Le système de fixation de la prime était des plus

simple: 0 fr. 50 par hectare de terres cultivées, mais il ne tenait pas compte de la nature des cultures.

Administrée gratuitement, ayant pour agents dans les cantons du Loiret les dépositaires du syndicat, la société prospéra et en 1897 elle couvrait de sa garantie 50.000 hectares et groupait 800 sociétaires.

Puis la Solidarité Orléanaise s'est modifiée pour devenir la « Caisse syndicale d'assurances mutuelles des agriculteurs de France contre les accidents du travail », et désormais elle fonctionne pour les membres de tous les syndicats agricoles et de la société des agriculteurs de France. Elle a pour agents les syndicats qui dans les départements acceptent de la représenter. Elle s'étend à toute la France, elle est devenue une grande mutuelle.

A côté de cette société qui s'est transformée en compagnie commerciale, il n'existait en France à la fin de 1910 que 7 sociétés mutuelles contre les accidents du travail, 3 dans le département de l'Ain groupant 1.286 membres, 2 dans les Deux Sèvres avec 461 membres, une dans la Sarthe fondée sous la présidence de M. Caillaux et qui en l'espace de dix-huit mois est parvenue à grouper 700 adhérents enfin dans la Vienne une association réunissait 472 personnes.

A cette même époque, un certain nombre de mutuelles étaient en voie de formation dans la Charente et dans l'Indre-et-Loire. Nous allons consacrer

quelques développements à celles qui fonctionnent maintenant dans ce dernier département où elles n'ont pas tardé à prendre une extension remarquable.

Bien que leur création soit de date récente puisqu'elle ne remonte pas au delà du 1^{er} novembre 1910 on compte maintenant en Indre-et-Loire 40 sociétés. En l'espace de deux ans elles ont fait 1.200 polices et le nombre des personnes sur lesquelles elles étendent leur garantie s'élève à environ 6.000 non compris les tiers. Ces caisses locales se réassurent à une société régionale dont le siège est à Tours.

Ces sociétés mutuelles locales qui se fondent entre agriculteurs : propriétaires fonciers, propriétaires exploitants ou cultivateurs habitant la même commune ou des communes limitrophes ont pour but d'indemniser ceux-ci en cas d'accidents survenus dans l'exercice de leur profession agricole et de les protéger contre les rigueurs des articles 1382 et suivants du Code civil, c'est-à-dire de couvrir leur responsabilité à l'égard de leur personnel ou à l'égard des tiers.

La société assure les risques agricoles, viticoles, forestiers ou connexes à l'agriculture, mais elle n'étend pas sa garantie aux accidents causés par les moteurs inanimés régis par les lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899. Elle exclut également de son objet les maladies, les accidents volontaires ou ceux qui proviendraient

d'un cas de force majeure ou qui surviendraient en dehors du travail professionnel ou par suite d'infractions aux lois, ordonnances ou règlements. L'assurance néanmoins reprend tout son empire lorsqu'il s'agit d'accidents corporels survenus pendant le travail ou à l'occasion de l'exercice de la profession agricole dans tous les cas où ils sont survenus dans les limites de l'exploitation ou même en dehors de ce domaine moyennant le paiement d'une surprime, mais en tous les cas il faut qu'il s'agisse d'un accident survenu en travail commandé : conduite d'animaux sur les routes, dans les foires ou marchés, accident de bicyclette.

La société garantit des indemnités :

1° A l'assuré ;

2° Aux membres de sa famille ;

3° A ses domestiques et employés des deux sexes ou les personnes les remplaçant, voire même aux individus qui ne prêteraient qu'une aide momentanée et de pure complaisance.

C'est là de l'assurance réparation, mais la société garantit également contre tous recours pécuniaires dont l'assuré peut être l'objet en raison d'accidents engageant sa responsabilité civile :

1° De la part de tierces personnes non salariées par l'assuré, soit par suite d'accidents au cours des travaux et occasionnés, soit involontairement par ses ouvriers pendant leur travail soit par ses animaux.

2° De la part de ses ouvriers, employés ou domestiques atteints d'un accident pendant leur travail, professionnel salarié.

3° De la part de ses ouvriers ou tierces personnes par suite d'accidents imputables à ses immeubles, hormis le cas d'effondrement.

Ces indemnités forfaitaires, qui sont déterminées suivant un tarif spécial, peuvent être assez élevées, puisque lorsqu'il s'agit de la responsabilité civile du patron à l'égard de ses ouvriers victimes d'un accident, la société couvre l'assuré de toutes les conséquences qui en résultent.

En vue de faire face au paiement des indemnités la société demande à ses adhérents des primes calculées d'après l'étendue des terres cultivées et aussi d'après la nature de la culture ainsi que nous pouvons nous en rendre compte à l'examen du tableau ci-dessous.

Terres, Prairies, Pâtures						Vignes et Châubres						Cultures maraichères, Pépinières		
Surf.	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	Surf.	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	Surf.	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	Surf.	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	Surface	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.
Hect.	Fr.	Fr.	Hect.	Fr.	Fr.	Hect.	Fr.	Fr.	Ares	Fr.	Fr.			
1	5	» 6 25	11	11 90	14 85	1	6 50	8 10	9	13 50	16 85	25	5	6 25
2	6	» 7 50	12	12 70	15 85	2	7 80	9 75	10	14 40	18 »	50	7	8 75
3	6 50	8 10	13	13 60	17 »	3	8 60	10 75	11	15 45	19 30	75	8 80	11 »
4	7 20	9 »	14	14 50	18 10	4	9 35	11 70	12	16 50	20 60	1 h.	10 70	13 40
5	7 80	9 75	15	15 40	19 25	5	10 15	12 70	13	17 65	22 05	1,25	12 60	15 75
6	8 40	10 50	16	16 35	20 45	6	10 90	13 60	14	18 85	23 55	1,50	14 20	18 50
7	9	» 11 25	17	17 30	21 60	7	11 70	14 60	15	20 »	25 »	1,75	17 35	21 70
8	9 70	12 10	18	18 25	22 80	8	12 60	15 75				2 »	19 35	24 20
9	10 40	13 »	19	19 20	24 »									
10	11 10	13 85												
Au-dessus de 19 hect.						Au-dessus de 15 hect.						Au-dessus de 2 hect.		
par hect. { 1 fr. » en 1 ^{re} classe.						par hect. { 1 fr. 30 en 1 ^{re} classe.						par 25 ares		
Bois, landes, par hect.						par hect. { 1 fr. 63 en 2 ^e classe.						2 fr. 40 en 1 ^{re} classe.		
0 fr. 50 en 1 ^{re} classe, 0 fr. 63 en 2 ^e classe												3 fr. » en 2 ^e classe.		

Ce tableau nous montre également que les primes sont soumises à deux tarifs : simple et majoré, le second donnant droit à une indemnité plus forte que le premier, mais exigeant le paiement d'une prime plus élevée.

Les primes ainsi déterminées ne couvrent que les risques survenus dans l'intérieur de l'exploitation, par exemple, à la ferme ou durant le trajet de la ferme aux champs, mais si l'assuré veut se garantir d'autres risques comme accident au cours d'un voyage, pendant la conduite d'animaux, pendant la chasse, etc. il devra payer une surprime calculée d'une façon arbitraire, mais dont le chiffre pourra être assez élevé, et sera variable.

Il peut arriver et c'est même le cas le plus fréquent qu'il y ait deux ou plusieurs groupes de cultures à assurer par exemple des terres labourables et des vignes, comment va-t-on établir la prime et calculer le tarif majoré ?

Le tarif minimum à l'hectare est majoré pour les terres, prairies et pâtures, depuis un jusqu'à vingt hectares et pour les vignes et le chanvre de un jusqu'à quinze ; dans le tarif de la prime on n'additionnera pas les deux tarifs majorés, on ne retiendra qu'un groupe, celui qui fournit la somme la plus élevée et on applique à l'autre le tarif minimum à l'hectare.

Ainsi un assuré en deuxième classe a six hectares

de terre et trois hectares de vigne, nous nous trouvons en présence de deux tarifs majorés :

6 ha. terre, 10 fr. 50 et 3 ha. vigne, 10 fr. 75.

On devra appliquer le tarif majoré fournissant la somme la plus élevée soit 3 ha. vigne, 10 fr. 75 et l'on calculera au tarif à l'hectare la superficie terre, soit 6 ha. terre. à 1 fr. 25 = 7 fr. 50 et l'on aura comme prime à verser :

6 ha. terre, 7 fr. 50, 3 ha. vigne, 10 fr. 75 = 18 fr. 25.

Quel sera maintenant le minimum de superficie à taxer ? Les risques de la première catégorie sont divisés en quatre groupes :

a) Risque exclusivement agricole (terre, pré, pâturage).

b) Risque exclusivement viticole ou chanvrier.

c) Risque des pépinières ou maraîcher.

d) Risque des bois et des landes.

Le calcul de la prime se fera en totalisant tout d'abord la surface des diverses cultures de chaque groupe.

Le total minimum à taxer dans chacun des groupes *a*, *b*, *d*, est porté à 25 ares au lieu de 10 ares, et pour le groupe *c*, le minimum à taxer est fixé à 5 ares.

Par conséquent dans chacun des trois groupes *a*, *b*, *d*, toute fraction supérieure à 25 ares payera pour un hectare et toute fraction inférieure à cette capacité ne payera pas, on la négligera.

Toutefois lorsque la surface totale du groupe *b*, ou du groupe *d* n'atteint pas 25 ares il y aurait inconvénient à ne pas la faire figurer sur la police, dans ce cas on ne néglige pas cette surface minimum, si faible soit-elle, on la porte à la suite du groupe *a*, et on totalise toutes les surfaces de culture figurant ainsi dans ce groupe, puis on applique à ce total la prime correspondante.

Supposons une exploitation ayant 9 ha. 10 ares de terres, prairies et pâtures, 18 ares de vigne ou chanvre, 12 ares de bois et landes on inscrira au groupe *a* :

Terres, prés, pâtures, 9 ha. 10 (vigne 0 ha. 18, bois et landes 0 ha. 12, total 9 ha. 40 et la prime sera celle de 10 hectares terre.

Les primes ainsi déterminées forment la principale ressource de la société, mais au début, pour permettre à celle-ci de se constituer, il a fallu constituer un fonds de garantie et l'on a obtenu ce résultat en demandant à chaque sociétaire de prendre à la fondation une part ou deux suivant qu'il exploitait plus ou moins de 25 hectares. Ces parts sont nominatives, non susceptibles de hausse et non négociables, elles sont exclusivement destinées à constituer le fonds de garantie et lorsque celui-ci sera suffisant elles seront, par voie du tirage au sort remboursées à leurs titulaires.

Les ressources de la société vont être composées :

1° Des parts souscrites ;

2° Des primes ;

3° De versements divers (droit d'entrée de 0 fr.20 % de la première prime annuelle, cotisation de 1 franc par an, prix des polices et des avenants, produit des amendes, bénéfices et intérêts des capitaux en caisse, subventions.)

Elles sont réparties en quatre groupes.

A. — Un fonds de garantie.

B. — Un fonds de réserve alimenté par les subventions, les dons et legs, les parts de bénéfice, les parts restant disponibles sur les fonds d'accidents de la société.

C. — Un fonds d'accident alimenté par les primes de l'année.

D. — Un fonds de roulement formé par les droits d'entrée de l'année en cours, les cotisations, le prix des avenants et des amendes. Il est destiné à couvrir les frais d'administration de la Société, frais qui sont minimes.

Le fonds de garantie en totalité, le fonds de réserve en totalité ou en partie ainsi que tout ou partie des primes seront versés à la Caisse régionale de réassurance à charge par elle de servir un intérêt de 3 % au fonds de garantie libéré et de couvrir les risques dans les limites déterminées aux statuts de la société de réassurance dont nous allons nous occuper.

Avec ces ressources la « Mutuelle agricole tourangelles », société de réassurance s'engage à couvrir les

9/10 des obligations ou responsabilités de chaque locale, laissant à cette dernière le soin de couvrir le 1/10 restant de ses risques.

Les accidents sont réglés en cours d'année par la société de réassurance, mais à la fin de chaque exercice annuel la société locale qui a imposé des charges à la réassurance est appelée à couvrir le 1/10 des frais ou indemnités réglés par celle-ci et la concernant.

Chaque société fait face à ses risques à l'aide de son fonds d'accidents alimenté par le 1/10 de ses primes de l'année et s'il y a lieu, si ce fonds est insuffisant, à l'aide du fonds de réserve, mais cette contribution du fonds de réserve ne peut dépasser le 1/5 du montant atteint par ce fonds en fin d'exercice.

Si les contributions de ces fonds sont insuffisantes la société locale y pourvoit à l'aide d'une prime complémentaire demandée à chaque adhérent proportionnellement à sa prime écoulee, prime qui ne peut en aucun cas dépasser 1/10 de la prime versée par chaque sociétaire.

Enfin et au cas où toute ces contributions sont insuffisantes la société de réassurance y pourvoit.

Les parts souscrites par les locales et qui forment leur fonds de garantie viennent aussi constituer le fonds de garantie de la réassurance.

Son fonds de réserve est formé par les subventions, dons et legs, par le prélèvement de 5 % sur le mon-

tant des primes encaissées et par le solde créditeur du fonds annuel arrêté en fin d'exercice.

Quant à ce fonds annuel, il est alimenté par les 9/10 des primes des mutuelles locales et par les intérêts des capitaux en caisse. C'est lui qui sert à faire face aux obligations des locales et à verser le 5 % du fonds de réserve pris sur le montant des primes encaissées. S'il y a un solide créditeur au fonds annuel il est versé au fonds de réserve, s'il est insuffisant on y pourvoit par le fonds de garantie et plus tard, lorsque le fonds de garantie sera amorti, le fonds de réserve sera destiné à cet usage.

Les mutuelles agricoles tourangelles ne sont qu'à leurs débuts puisqu'elles n'ont que deux ans d'existence, et pendant ce premier exercice elles ont eu à supporter de grandes difficultés, elles ont dû remanier leur échelle de primes, refondre leurs statuts et néanmoins grâce à ses modifications, grâce surtout à une bonne gestion, leur situation est excellente.

Au 31 décembre 1911, alors qu'il n'existait encore que 33 caisses locales, celles-ci avaient versé à la réassurance :

	Francs
1° Capital social	22.870
2° Subventions	7.200
3° Imprimés registres, statuts . . .	2.325 75
4° Primes	8.780 90

De son côté la réassurance a encaissé :

5° Subvention de l'État	2.000
6° Intérêt des capitaux encaissés . .	757 30
7° Divers	889 20
Soit un total de recettes de . . .	<u>44.823 15</u>

Les dépenses se décomposent en :

1° Sinistres réglés	2.791 80
2° Intérêts versés aux locales . . .	612 40
3° Avances pour imprimés	1.658 20
4° Frais d'administration.	727 95
Total	<u>5.790 40</u>

L'actif de la société est de :

1° Dépôt à la Caisse régionale de cré- dit agricole.	26.843 75
2° Dépôt à la Caisse d'épargne. . .	11.682 25
3° Solde en caisse	506 75
Total	<u>44.823 15</u>

Au 31 décembre 1911 le fonds de garantie se trouve être de 22.870 francs.

Le fonds de réserve comprenant les subventions dons et legs, plus 5 % des primes encaissées se monte à 9.639 fr. 05. Le fonds d'accident comportant les recettes annuelles primes et intérêts atteint 9.099 fr. 15 dont il faut déduire les diverses dépenses, sinistres, frais de gestion, intérêts versés aux locales s'élevant à 4.432 fr. 15 et laissant pour l'exercice un bénéfice de 4.967 francs. Cette somme doit d'après les statuts

être versée au fonds de réserve qui se trouve ainsi porté à 14.606 fr. 05.

Dans les chiffres du bilan ci-dessus ne figurent que les sommes effectivement versées avant le 31 décembre 1911. Depuis cette époque la plupart des mutuelles locales ont effectué le dépôt de leurs subventions ce qui actuellement augmente encore le fonds de réserve d'une nouvelle somme de 5.670 francs.

De même les 2.791 fr. 80 de frais de sinistre ne comportent que les règlements effectués avant le 31 décembre 1911. Il restait en cours à cette date 6 sinistres réglés depuis et dont le montant s'élève à 430 fr. 55 portant le chiffre des sinistres en 1911 à 3.222 fr. 35.

Ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-dessus l'état des sociétés agricoles d'assurance contre les accidents du travail en Touraine, malgré les difficultés qu'elles ont eu à surmonter au cours de la première année est des plus prospère et en présence des résultats acquis dès maintenant on peut avec confiance regarder l'avenir.

CHAPITRE VIII

Autres risques

Grêle. — Au cours de cette étude, nous avons pu, à chaque instant constater les progrès considérables et rapides réalisés par l'assurance mutuelle agricole dans chacune des branches à laquelle elle s'est attachée, mais il n'en va plus être de même maintenant lorsque nous allons examiner le risque grêle.

Cependant ce risque est essentiellement assurable et De Courcy va même jusqu'à dire que c'est le seul qui le soit (1). En effet, il remplit toutes les conditions requises : danger actuel, accidentel, improbable, partiel. Pour ce dernier caractère nous allons voir en effet que cette calamité n'est pas générale, certains territoires ne sont jamais atteints alors que d'autres ont très souvent à souffrir des nuées, que certains champs, presque toujours les mêmes voient leurs récoltes détruites alors que ceux du voisin ne sont jamais touchés.

On peut évaluer à 6 milliards environ le chiffre des récoltes assurables contre le fléau qui cause en

1. De Courcy. *Les assurances agricoles.*

France des ravages considérables puisque l'on évalue à 10.000 environ le nombre des orages qui causent aux récoltes un préjudice et que l'on peut dire de chaque année la perte subie s'élève à 30 millions.

Devant ces catastrophes l'homme reste impuissant. On a préconisé, il est vrai, depuis quelques années, l'emploi d'appareils spéciaux, de canons, dissipant les nuages à grêle, mais jusqu'à présent les effets obtenus ne répondent pas aux efforts tentés. L'État a bien aussi essayé de venir au secours des agriculteurs, par des subventions, mais ces légères aumônes ne peuvent pas être suffisantes en présence des pertes, des désastres énormes.

Il faut recourir à l'assurance, c'est ce que l'on a fait, mais de ce côté encore on est assez mal armé. Si l'on évalue à 600 millions les valeurs assurées par les diverses compagnies on peut voir que les mutuelles agricoles au nombre de 25 seulement ne figurent dans ce chiffre que pour 28 millions et ces sociétés ne sont guère prospères.

C'est donc que l'assurance grêle est chose bien délicate à réaliser, on se trouve en présence de risques énormes, mais qui sont inégalement répartis entre les différentes régions ; alors que les nuées ravagent tout sur certains territoires, elles laissent les territoires voisins absolument indemmes.

Les raisons qui amènent ce résultat sont d'ordre purement géographique : l'altitude, l'orientation, la

direction des vents en sont les causes. Les vallées où le vent s'engouffre facilement sont plus souvent ravagées que les grandes plaines. Ce sont toujours les mêmes territoires qui sont atteints et en France c'est le Midi qui particulièrement a à souffrir du fléau.

La grêle est le risque objectif par excellence, l'homme n'a aucune influence sur lui. Nous pouvons diviser ce risque en deux principaux : un risque géographique ou topographique tenant à la situation du territoire frappé et un risque spécifique qui dépend de la nature de la culture qui est exposée au fléau.

Lorsqu'il s'agira de déterminer la cotisation à demander aux adhérents nous devrons tenir compte de ces deux risques et ce sera chose difficile.

Les statistiques n'existent pas ou tout au moins elles sont incomplètes. Il faudra faire usage de tableaux faisant connaître les ravages causés sur un territoire restreint, tableaux qui sont dressés par certaines communes ou certains départements, mais aucune statistique n'est générale.

Et alors pour établir les cotisations nous prendrons pour base un département et nous établirons une prime variant entre un maximum présentant plusieurs degrés qui correspondront aux diverses sortes de culture.

On pourrait également concevoir une prime calculée à tant pour cent, prenant dans une commune la moyenne des pertes sur les valeurs assurées et les uni-

tés de valeur on calculerait la cotisation par une opération mathématique des plus simples.

Nous aurons aussi à tenir compte du risque spécifique. Les Compagnies assurent en effet toutes les propriétés mobilières ou immobilières notamment les céréales, les prairies naturelles ou artificielles, les tubercules, les arbres, les houblons, les tabacs, les vitres, les cloches de jardin, les toitures des maisons, etc., mais il est certain que toutes ces choses n'ont pas à souffrir également de la grêle et nous devons établir une classification d'ailleurs absolument arbitraire.

Dans une première catégorie nous pourrions ranger les prairies, les tubercules, bois taillés, toitures en tuiles. Ici les dégâts causés seront de faible importance, il faudra même un orage très fort pour qu'ils puissent être appréciables. La prime pourra donc être en conséquence des plus minime.

Dans une seconde classe une prime plus forte s'appliquera à des jeunes taillis, des pépinières, des ardoises, des céréales, car les dangers seront plus à craindre.

Les sarrasins, maïs, légumes feraient l'objet d'une autre classe.

Des pertes considérables peuvent être prévues pour les fruits, cloches de jardin, auxquels nous ferons payer une forte prime mais moins élevée toutefois que pour les vignes, houblons, olives que nous rangerons dans

une cinquième catégorie et pour lesquels la grêle fait subir de véritables désastres.

Cette classification sera déterminée par les différentes polices des sociétés.

La mutuelle grêle est relativement peu développée en France, 25 sociétés seulement sont constituées assurant 28 millions de capital et garantissant 44.000 adhérents. 7 de ces sociétés ont plus spécialement en vue de garantir les planteurs de tabac, c'est que les orages à grêle ravagent souvent, à intervalles rapprochés les mêmes contrées, il s'en suit que les localités qui sont sujettes aux orages voudraient bien s'assurer alors que les autres n'en éprouvent pas la nécessité. La prime est très élevée, les risques à couvrir sont énormes et les mutuelles ne peuvent fonctionner qu'autant qu'elles sont réassurées. Et encore la réassurance n'existant qu'entre sociétés exposées à des risques considérables ne peuvent guère prospérer et c'est ici surtout que l'on sent toute l'utilité que pourrait avoir une réassurance au troisième degré, une caisse centrale qui, groupant toutes les sociétés d'assurances mutuelles agricoles sans tenir compte du risque auquel elles s'adressent, établirait une moyenne entre les unes et les autres (1).

Inondation. — Le danger d'inondation a de tous

1. A consulter sur ce sujet : Rieu. *Études sur les assurances agricoles contre les incendies, les accidents et la grêle.*

les temps fait l'objet des préoccupations du législateur. Contre ce fléau, de nombreuses lois ont cherché des remèdes : en 1807, loi sur les endiguements, en l'an XI sur le curage des cours d'eau, suppression des étangs nuisibles, puis en 1860, lois sur le reboisement et sur le gazonnement et depuis cette époque c'est de plus en plus vers cette voie que l'on se dirige.

Mais les maux à couvrir sont considérables ils proviennent soit du débordement même des fleuves ou cours d'eau soit de la trop grande quantité de pluies, quelqu'en soit la cause, on ne peut les prévoir. Les statistiques n'existent pas, aussi ce fléau est-il difficilement assurable.

Une société mutuelle cependant : « La Caisse générale des assurances » avait dans son article 4 prévu l'assurance contre les inondations et garantissait tous les objets exposés à ce risque : herbages, céréales sur pied ou coupées, en meule ou en grange, légumes, arbres à fruit, maisons, bestiaux, etc. Elle n'a jamais reçu d'application.

Gelée. — La Caisse générale des assurances, dont nous venons de parler avait aussi prévu dans son article 3 l'assurance contre la gelée et garanti tous les produits du sol exposés à ce fléau, mais elle n'a pas pour ce risque donné de meilleurs résultats qu'en ce qui concerne l'inondation.

Cependant ce risque semble assurable, il est improbable, fortuit, accidentel, mais il n'est pas par-

tiel. Il frappe des zones étendues et pour pouvoir lutter, l'assurance devra avoir un champ d'action assez grand. Comme pour la grêle ce sont toujours les mêmes territoires qui sont frappés et pour établir les primes, il faudra tenir compte de ce fait, de même qu'il faudra tenir compte de la nature des cultures. On tend à rendre ce risque partiel en créant une compensation entre les bonnes et les mauvaises années.

Le risque peut difficilement être évalué car il ne peut l'être qu'après l'accident, on ne peut établir les polices, aucune statistique n'existe à cet égard.

Nous pouvons dire que ce risque n'est que très difficilement assurable. Les mesures préventives prises contre la gelée sont également à peu près inefficaces.

CONCLUSION

Les combinaisons de l'assurance ont été étendues à tous les risques qui menacent les exploitations agricoles : grêle, mortalité du bétail, accidents, incendie. L'utilité de ce genre d'assurance n'est pas contestable ; qu'elle soit faite en vue de lutter contre la grêle ou contre la mortalité du bétail, elle est toujours aussi nécessaire, les récoltes constituent des produits de l'exploitation au même titre que le bétail qui de plus est un instrument d'exploitation dont la perte entrave la production et grève lourdement le budget de l'agriculteur.

Ce dernier en cas de perte trouvera difficilement du crédit, ces deux choses sont intimement liées et l'on est amené à penser que les assurances agricoles devront précéder la création du crédit agricole.

Le crédit agricole n'est pas une œuvre purement philanthropique, il ne peut constituer qu'une opération économique dans laquelle l'intérêt des parties en présence sera le véritable mobile tout comme dans les opérations ordinaires de crédit.

Certainement le crédit agricole peut avoir ses carac-

tères particuliers quant à la durée, quant à la forme de la garantie, quant à l'intérêt qui dépend essentiellement de la sûreté de la garantie, mais il ne peut se constituer que sur cette base : intérêt du créancier et de l'emprunteur.

L'intérêt que trouvera le cultivateur à emprunter dépend de la prospérité de son industrie qui lui permettra de payer pour les capitaux un intérêt plus ou moins élevé, mais aussi et surtout par la certitude que les promesses qui lui sont faites seront tenues.

Or en agriculture, et c'est ce qui rend particulièrement délicate la question du crédit agricole, les produits sur lesquels peut compter l'emprunteur pour tenir ses engagements sont souvent incertains : les intempéries ont gêné dans la préparation du sol, la gelée ou la grêle peuvent détruire les récoltes, la sécheresse peut diminuer considérablement les produits. Le bétail qui devra fournir le travail nécessaire à l'exploitation du domaine, ou bien permettre d'utiliser le fourrage, puis de fertiliser à nouveau les terres, le bétail ; disions-nous, peut être atteint par une mortalité excessive. Alors, le cultivateur qui a été obligé de recourir au crédit va avoir bien du mal à faire honneur à sa signature, quelques bonnes que puissent être ses intentions. Et voilà pourquoi l'assurance est une des questions primordiales en agriculture.

Même pour le cultivateur aisé, qui exploite avec

ses propres capitaux, il n'est pas indifférent de s'abandonner au hasard de la mauvaise chance. Connaître à l'avance la part qu'il faut accorder à la mauvaise fortune de façon à savoir ce dont on pourra jouir, voilà ce que permet l'assurance en général, et ce que chacun désire savoir.

Pour réaliser cette assurance si nécessaire, nous avons vu que les compagnies commerciales, sociétés à prime fixe ou grandes mutuelles étendant leur action sur de vastes territoires n'avaient pas réussi, tout au moins en ce qui concerne une des branches les plus importantes de l'assurance agricole : la mortalité du bétail. Devant cet insuccès et aussi devant les avantages qu'elles présentent on a dû recourir aux petites mutuelles, aux sociétés locales.

Celles-ci ont vite atteint le but en vue duquel elles avaient été fondées et nous pouvons en connaître les progrès en regardant les statistiques.

Alors qu'en 1897, au 31 décembre, il n'existait en France que 1.484 sociétés, en 1910, à la même date, au 31 décembre le nombre des mutuelles était de 10.731 qui se décomposaient en 8.486 sociétés contre la mortalité du bétail, 2.213 contre l'incendie, 25 contre la grêle et 7 contre les accidents du travail. Depuis cette époque le chiffre des sociétés d'assurances mutuelles agricoles a encore augmenté dans de notables proportions, l'assurance accident, qui n'existait pour ainsi dire pas, compte maintenant un assez

grand nombre de Caisses puisque, pour un seul département, celui d'Indre-et-Loire le chiffre en a été porté à 40 en l'espace de deux ans à peine.

Les résultats ainsi obtenus font grand honneur aux idées de prévoyance et de solidarité des habitants de nos campagnes, chez lesquels les principes de la mutualité pénètrent de plus en plus. Il faut bien reconnaître que les initiatives particulières ont été fortement secondées, le gouvernement a fait beaucoup pour faciliter leur tâche et les dispositions très libérales de la loi du 4 juillet 1900, les subventions accordées et les diverses mesures prises ne sont pas sans avoir pour une grande partie contribué au développement et à l'augmentation des sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

Faite en vue de favoriser la constitution des caisses locales, la loi du 4 juillet 1900 a pleinement réussi. De l'examen des statistiques il résulte que pendant les années qui ont suivi immédiatement l'apparition de cette disposition législative le nombre des sociétés a augmenté et plus particulièrement de 1904 à 1909 nous pouvons nous rendre compte que le chiffre des créations annuelles a été de plus de 1000.

C'est que la loi de 1900 a fixé d'une façon définitive le régime auquel devaient être soumises les caisses locales jusque-là, c'était l'incertitude, l'hésitation : devait-on soumettre ces sociétés à la loi de 1867 et au décret de 1868 ou ne devait-on pas plutôt

les placer sous les dispositions de la loi de 1884 ?

Si l'on se décidait en faveur de la première hypothèse, c'était les mettre en face de difficultés très grandes, de formalités sans nombre devant lesquelles, elles ne pouvaient se constituer et c'était vouer à une mort certaine celles qui existaient alors.

Si au contraire, on voulait bien appliquer la loi sur les syndicats professionnels on hésitait, pouvait-on les former ainsi ? Certains auteurs le niaient, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas de grands inconvénients à ce que l'on agisse ainsi. D'autres leur reconnaissaient la possibilité de se fonder mais pensaient que pour obtenir ce but les cultivateurs devaient tout d'abord se constituer en un syndicat, puis faisant application de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 créer entre les membres du syndicat une société de secours mutuels ou d'assurances. C'était un moyen, mais était-il nécessaire d'y recourir ?

Qu'arrivait-il en fait ? C'est que la plupart des sociétés n'hésitaient pas à se former librement, à rester en marge de la loi. Elles rendaient des services à leurs adhérents, c'était tout ce qu'elles avaient en vue, tout ce qu'on leur demandait, et on les laissait faire.

La loi de 1900 est venue trancher d'une façon définitive la question tant discutée, elle a affranchi les sociétés d'assurances mutuelles agricoles des dispositions de la loi de 1867 et du décret de 1868 et elle a

décidé qu'elles pourraient désormais se constituer dans la forme simple des syndicats professionnels pourvu qu'elles soient composées d'agriculteurs, qu'elles soient mutuelles et exemptes de toute idée de spéculation et de production de bénéfices, que le risque garanti soit agricole. Elle a de plus exonéré toutes les sociétés ainsi composées de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Le Gouvernement a fait plus encore et avant même l'apparition de la loi de 1900, alors que les sociétés ne se plaçaient sous aucun régime légal, devant les services qu'elles rendaient, il n'avait pu rester indifférent et dès 1898 il n'avait pas hésité à encourager et à soutenir de ses deniers les sociétés existantes.

Devant l'insuffisance des secours accordés depuis déjà longtemps pour événements « malheureux et pertes matérielles survenues aux agriculteurs » qui grevaient le budget sans aucune utilité bien apparente, on a modifié l'article 38 du budget de l'agriculture et l'on a pu ainsi accorder des secours aux sociétés mutuelles malheureuses. Tout d'abord on ne les a accordés qu'aux plus nombreuses, à celles qui fonctionnaient bien, aux sociétés contre la mortalité du bétail, puis on a étendu la mesure à toutes les autres quel que soit le risque qu'elles aient en vue d'assurer.

On leur permet ainsi soit de se constituer, soit de se créer un fonds de réserve, soit de reformer celui-ci

qui a été compromis par une série d'années et d'événements malheureux.

Tout en leur accordant ces secours, l'État ne veut pas que les adhérents restent inactifs, il prend une mesure qui doit être et doit rester exceptionnelle, ce n'est pas lui qui doit faire face à la plus grande partie des pertes, il faut que les assurés y participent aussi et si on leur donne une subvention, on leur demande aussi un minimum d'effort. Il ne faudrait pas non plus que ces allocations deviennent une source de bénéfice, qu'elles aient pour résultat d'éveiller les convoitises, aussi les sociétés ne doivent-elles verser qu'une partie de la perte afin d'éviter toute fraude.

Ces mesures, ces allocations de subventions ont pour but de permettre aux sociétés de se former des fonds de réserve destinés à contribuer au paiement des sinistres, à alléger dans les mauvaises années la situation faite aux adhérents et aussi à avancer le paiement des pertes subies sans attendre la fin de l'exercice pour que les primes soient versées et d'aider ainsi le cultivateur à reconstituer la valeur détruite dont souvent il aura besoin de suite.

Ces fonds de réserve ainsi constitués pourront être placés en rente sur l'État, ou dans les caisses de crédit mutuel agricole, ou enfin et jusqu'à concurrence de 15.000 francs dans les Caisses d'Épargne.

Les mutuelles locales sont en général peu étendues, leur champ d'action est restreint, limité à un

canton, à une commune, quelquefois à un hameau, elles ne groupent par suite qu'un nombre assez faible d'adhérents et leur capital assuré est modeste. Si cette situation est favorable pour leur bonne organisation et leur gestion il est incontestable que leurs ressources ne sont pas suffisantes pour mettre leur existence à l'abri des risques auxquels elles sont appelées à faire face.

Il faut étendre leur champ d'action, il faut grouper un plus grand nombre d'adhérents, réunir un capital plus considérable, établir une compensation entre les bonnes et les mauvaises années, entre les pertes subies par les unes et les autres et c'est ce but que se propose la réassurance qui syndique, qui fédère entre elles toutes les sociétés locales.

Ce mouvement est en bonne voie et l'on compte déjà 58 sociétés de réassurance bétail et 26 ayant en vue la réassurance incendie, il s'en est également créé pour les locales accidents.

Partout on s'est efforcé de développer la réassurance bétail et maintenant elle fonctionne dans la plus grande partie de la France. C'était pour ce risque qu'elle était la plus facile à réaliser, car les pertes sont généralement assez peu élevées et les locales peuvent la plupart du temps y faire face avec leurs propres ressources. La réassurance ne présente même pas toujours une utilité bien immédiate lorsqu'il s'agit de la mortalité du bétail et, en fait, certains

départements dans lesquels la mutualité est très développée ne comptent pas de sociétés de ce genre ; dans d'autres endroits des sociétés locales qui s'étaient tout d'abord fédérées se sont retirées de la réassurance en voyant qu'elles n'avaient rien à en attendre, que si elles s'administraient bien elles pourraient se suffire à elles-mêmes.

L'utilité de la réassurance se fait sentir lorsqu'il s'agit de maladies épizootiques et aussi lorsqu'elle s'attache à toutes les autres branches de l'assurance agricole. La situation n'est plus la même que précédemment, nous avons des risques énormes auxquels il faut parer et l'assurance devient impossible à réaliser si au-dessus de la caisse locale ne fonctionne pas une caisse régionale qui prend à sa charge une partie des pertes.

Pour la grêle, en particulier, le risque prend vite les proportions d'un véritable désastre, il affecte inégalement le territoire alors qu'il devrait être réparti sur toute la surface du pays, il frappe toujours les mêmes régions. Comment dès lors réaliser l'assurance de ce risque ? Ce sont toujours les mêmes caisses qui vont avoir à faire face aux pertes, elles se ruineront vite car le fléau est étendu, on ne pourra arriver à organiser d'une façon efficace cette assurance que l'on aura constitué des caisses de réassurance suffisamment étendues, groupant un certain nombre de départements par exemple, de manière à répartir les

pertes sur la plus grande surface possible et que si l'on place au-dessus de celles-ci une caisse chargée de faire la réassurance au troisième degré.

Le gouvernement demande la création de cette caisse qui serait gérée par la caisse des Dépôts et Consignations et alimentée par les cotisations des Sociétés affiliées et par une subvention prélevée sur le budget de l'Agriculture.

Dans le dernier projet soumis aux Chambres la caisse centrale ne s'applique tout d'abord qu'à la mortalité du bétail qui offre déjà des bases solides, mais elle pourra être étendue ensuite aux autres risques lorsque les ressources disponibles le permettront.

C'est dans la réassurance de ces autres risques surtout qu'elle présentera des avantages considérables et en particulier elle pourra peut-être permettre de constituer d'une façon plus solide l'assurance grêle. Cette caisse, dit-on, doit servir de régulateur et de soutien à toutes les sociétés affiliées et doit exercer une influence heureuse sur le développement de ces institutions en stimulant les initiatives et en dissipant les dernières hésitations.

Tel est le rôle que l'on veut faire jouer à l'État dans la question des assurances agricoles, mais doit-on aller plus loin, faut-il rendre l'assurance obligatoire ? Faut-il garantir contre sa propre incurie l'agriculteur victime de l'inondation, de la grêle ou de

tous les fléaux qui peuvent s'accumuler sur les champs.

Cette idée n'est pas neuve, dès 1846 sous la poussée des doctrines de Fourier, de Cabet, de Saint-Simon, divers conseils généraux réclamèrent l'organisation des assurances par l'État. Au lendemain de la révolution de 1848, Louis Blanc, secrétaire du gouvernement provisoire proposait un projet de loi dont les caractères essentiels étaient : l'État assureur de tous les risques et fléaux de toutes espèces, l'assurance obligatoire, l'institution d'un impôt assurance de 100 millions.

Une campagne de presse fut menée en faveur de ce projet et les ministres de la deuxième République : Garnier-Pagès, Duclerc, Huguenin essayèrent mais en vain de réaliser le projet.

L'Empire, puis la guerre firent oublier cette idée qui reparait seulement en 1882 date à laquelle un projet fut déposé par Langlois tendant à la création d'une mutuelle nationale, avec cotisations obligatoires recouvrées par les percepteurs, afin de garantir les risques incendie, grêle, gelée, épizootie ou inondation.

Dernièrement une proposition dans le même sens a été déposée par un certain nombre de députés.

Elle a en vue la création par l'État d'une caisse avec réserve de 100 millions et réalisant l'assurance

obligatoire. Au cas où il y aurait des excédents ceux-ci seraient appliqués à dégrever les cotisations de l'année suivante.

Les cultures sont divisées en quatre catégories et le montant de la cotisation varie suivant ces catégories et les classes de parcelles d'après la division cadastrale. Ainsi pour les blés, maïs, betteraves, le taux sera 1 fr. 50 par hectare pour les terres de la première classe et de 0 fr. 50 par hectare pour les terres inscrites dans les dernières classes. Pour les colzas, lins, lentilles, 2 fr. 50 en première classe, 1 fr. 50 pour les autres classes, pour les mûriers, tabacs, arbres fruitiers, fleurs 12 francs à 5 francs par hectare. Pour les vignes en première classe le taux atteint 8 francs à l'hectare. Les cotisations sont recouvrées par les percepteurs.

Il ne nous semble pas que cette proposition soit susceptible d'aboutir à un résultat. Ce serait mettre un nouvel impôt à la charge du paysan, impôt assez lourd du reste, nous ne croyons pas que l'assurance obligatoire par l'État soit réalisable tout au moins en l'état actuel des choses. On en arriverait vite au socialisme, au communisme, au nivellement des inégalités, il s'agirait beaucoup plus d'assistance que d'assurance.

Il faut pour l'instant se contenter d'encourager les initiatives particulières, de répandre partout les idées

de mutualité, de faire naître des sociétés là où elles n'existent pas encore, de fédérer ou de réassurer celles qui existent et qui par suite de leur isolement sont exposées aux plus graves éventualités.

Vu : Le Président de la Thèse,

HITIER

Vu : Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ALIX. — La capacité des syndicats agricoles et des lois récentes.
- ASTRESSE. — Traité général technique et pratique des Assurances mutuelles.
- BARRAU. — Traité des assurances réciproques.
- BOUZIN. — Études théoriques et pratiques sur les sociétés mutuelles d'assurance contre la mortalité du bétail.
- DE COURCY. — Les Assurances agricoles.
- DUGUAY. — La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique et pratique.
- FASQUELLE. — Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail.
- MALHERBE. — Assurance et réassurance du bétail.
- RIEU. — Études sur les Assurances agricoles contre les incendies les accidents et la grêle.
- ROCQUIGNY. — Assurance mutuelle du bétail.
— Les syndicats agricoles et leur union.
- SAVOT. — Assurance contre les accidents agricoles.
Économiste français.
- Revue des assurances mutuelles.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — Historique.	14
CHAPITRE II. — Loi du 4 juillet 1900	24
CHAPITRE III. — Les subventions.	32
CHAPITRE IV. — La Réassurance.	40
CHAPITRE V. — La mortalité du bétail	67
CHAPITRE VI. — L'incendie.	91
CHAPITRE VII. — Assurance-accidents	104
CHAPITRE VIII. — Autres risques.	122
CONCLUSION	129
BIBLIOGRAPHIE	142

